

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

13 novembre 2013

NOTE DE POLITIQUE GÉNÉRALE (*)

Affaires étrangères

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

13 november 2013

ALGEMENE BELEIDSNOTA (*)

Buitenlandse Zaken

Documents précédents:

Doc 53 **3096/ (2013/2014):**

001: Liste des notes de politique générale.

002 à 025: Notes de politique générale.

(*) Conformément à l'article 111 du Règlement.

Voorgaande documenten:

Doc 53 **3096/ (2013/2014):**

001: Lijst van beleidsnota's.

002 tot 025: Beleidsnota's.

(*) Overeenkomstig artikel 111 van het Reglement.

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie
PS	:	Parti Socialiste
MR	:	Mouvement Réformateur
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams
sp.a	:	socialistische partij anders
Ecolo-Groen	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten
VB	:	Vlaams Belang
cdH	:	centre démocrate Humaniste
FDF	:	Fédéralistes Démocrates Francophones
LDD	:	Lijst Dedecker
MLD	:	Mouvement pour la Liberté et la Démocratie
INDEP-ONAFH	:	Indépendant-Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:

DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif
QRVA:	Questions et Réponses écrites
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)
PLEN:	Séance plénière
COM:	Réunion de commission
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)

Afkorting en bij de nummering van de publicaties:

DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Plenum
COM:	Commissievergadering
MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants

Commandes:
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.lachambre.be
courriel : publications@lachambre.be

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers

Bestellingen:
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.dekamer.be
e-mail : publicaties@dekamer.be

La politique étrangère de la Belgique couvre un champ très large de pays, de régions, de thèmes et d'actions. Cette politique est en grande partie intégrée dans l'Union européenne et dans le système multilatéral, mais comprend, bien entendu, également un volet important et spécifique de défense des droits de l'homme. La diplomatie économique ainsi que la protection et l'offre de services aux citoyens belges complètent notre action à l'étranger.

Dans le cadre d'une brève déclaration gouvernementale sur la politique étrangère belge, il est impossible de traiter tous les domaines d'activités de façon exhaustive. Dans ce qui suit, je me limiterai donc à quelques points d'attention prioritaires de l'année écoulée et de celle à venir.

1. L'Union Européenne

Dans de précédentes notes de politique générale, je vous ai expliqué à quel point l'UE est devenue le niveau politique par excellence où la Belgique est active afin d'aborder les défis transfrontaliers. Ceci concerne non seulement le ministre en charge des Affaires européennes, mais aussi tous les autres ministres compétents, que ce soit au niveau fédéral ou fédéré. En tant que ministre des Affaires étrangères et des Affaires européennes, je donne ci-dessous les cinq thèmes qui ont particulièrement retenu mon attention l'année passée et qui feront de même au cours des douze prochains mois. Par ailleurs, dans cette déclaration, la dimension européenne ne se limite pas aux domaines énumérés sous ce chapitre, mais elle est également très présente dans les autres domaines de la politique étrangère abordés dans les autres chapitres de cette note.

Il est évident que la Belgique aspire constamment à une action étroitement coordonnée au niveau du Benelux, car cela permet non seulement d'augmenter notre portée d'action, mais aussi de développer avec davantage de crédibilité des pistes de réflexions qui sont parfois considérées comme "pilotes" pour l'UE dans son ensemble.

1.1. La lutte contre la crise économique et financière

Depuis le début de la crise financière et économique, généralement situé en septembre 2008, les instruments de l'UE, visant à faire face aux effets de la crise et à mieux nous armer contre des défis similaires à l'avenir, ont subi une évolution majeure. On peut maintenant supposer que l'UE est bien mieux armée qu'il y a quelques années pour mener une politique budgétaire mieux coordonnée. Des paquets législatifs tels que les fameux "Six-pack" et "Two-pack" ont fortement renforcé

Het buitenlands beleid van België omvat een zeer breed veld van landen, regio's, thema's en acties. Dit beleid is grotendeels ingebed in de Europese Unie en in het multilaterale systeem, maar bevat uiteraard ook een belangrijk specifiek luik inzake de verdediging van de mensenrechten. De economische diplomatie en de bescherming van en dienstverlening aan landgenoten vullen onze actie in het buitenland aan.

Binnen het bestek van een korte regeringsverklaring over het Belgische buitenlands beleid is het onmogelijk om alle activiteitendomeinen op exhaustieve manier te behandelen. In wat nu volgt beperk ik me daarom tot enkele actuele prioritaire aandachtspunten van het voorbije en voor het komende jaar.

1. De Europese Unie

Ik heb u in vroegere beleidsnota's uitgelegd hoezeer de Europese Unie het beleidsvlak bij uitstek is geworden waarop België actief is om grensoverschrijdende uitdagingen aan te pakken. Dit geldt niet alleen voor de minister bevoegd voor Europese zaken, maar evengoed voor alle andere vakministers, zij het op federaal of deelstatelijk niveau. Als minister van Buitenlandse zaken en Europese zaken geef ik hierna de 5 thema's die in het afgelopen jaar maar ook in het komende werkjaar mijn bijzondere aandacht hebben of zullen weerhouden. De Europese dimensie in deze verklaring beperkt zich niet tot de hieronder opgesomde domeinen, maar is ook zeer present in de andere domeinen van buitenlands beleid die in de verdere hoofdstukken van deze beleidsnota worden besproken.

Het is overigens ook evident dat België daarbij steeds een nauw gecoördineerde actie in Benelux verband nastreeft, want dit laat niet alleen toe ons draagvlak te verhogen, maar ook om met meer geloofwaardigheid denkpluizen uit te werken die soms als "proeftuin" voor de grotere EU worden beschouwd.

1.1. De strijd tegen de financiële-economische crisis

Sinds het begin van de financieel-economische crisis, die doorgaans in september 2008 wordt gesitueerd, heeft het instrumentarium van de EU om de effecten van de crisis op te vangen en om ons beter te bewapenen voor gelijkaardige uitdagingen in de toekomst, een grote evolutie doorgemaakt. Men mag er nu van uitgaan dat de EU veel beter gewapend is dan enkele jaren geleden om een beter op elkaar afgestemd begrotingsbeleid te voeren. Wetgevende pakketten zoals de zgn. "sixpack"

les règles communes pour une politique budgétaire plus stricte des États membres. Par ailleurs, à l'avenir, les déséquilibres macroéconomiques seront mieux surveillés de façon à ce que des mesures puissent être prises en temps utile, que ce soit au niveau budgétaire ou au niveau macroéconomique.

Jusqu'à présent, la Belgique a strictement suivi ce nouveau cadre réglementaire et est en voie d'atteindre un équilibre budgétaire structurel en 2015.

La coordination économique plus étroite de la politique socio-économique, qui est aujourd'hui largement reconnue comme une condition préalable à une union monétaire durable et plus stable, est dirigée par la "Stratégie Europe 2020", qui a formulé cinq objectifs chiffrés. En 2013, une attention particulière a été accordée au chômage des jeunes et à la création d'une politique industrielle de l'Union. Le Conseil européen de juin 2013 a adopté un plan d'action contre le chômage des jeunes accompagné d'une série de mesures concrètes et de sources de financement.

Ainsi, notre pays bénéficiera également d'un financement supplémentaire dans le cadre de l'Initiative pour l'emploi des jeunes (YEI). Sous l'impulsion du président Herman Van Rompuy, le Conseil européen a également lancé une réflexion sur l'amélioration de la compétitivité industrielle. Ce thème est examiné sous une série d'aspects: en mai, le thème de l'approvisionnement et de l'efficacité énergétique a été abordé tandis que le volet innovation, recherche et développement a été discuté en octobre. En décembre, la politique de défense (y compris sa dimension industrielle) sera débattue et, en février 2014, une évaluation générale sera réalisée sur la façon dont une politique industrielle européenne moderne peut contribuer à une augmentation des emplois ainsi qu'à une plus forte compétitivité de l'économie européenne. En juin 2013, le gouvernement belge a fait parvenir à ses partenaires européens une contribution remarquée au débat sur une politique industrielle européenne.

L'intensification de la coordination économique entre les États membres doit se poursuivre; c'est pour cette raison que, l'an passé, un large débat s'est porté sur, par exemple, une coordination ex ante renforcée de la politique économique nationale ou sur les contrats que les États membres peuvent éventuellement conclure avec les institutions européennes afin de réaliser certains processus de réforme et pour lesquelles ils pourraient obtenir un soutien financier sous des conditions strictes. Le Conseil européen de décembre 2013 prendra les premières décisions à cet effet. Il semble toutefois que l'approfondissement de l'UEM continuera à être débattu plus avant en 2014. Dans ce contexte, la Belgique veille

en de "twopack" hebben de gezamenlijke regels voor een strikter begrotingsbeleid van de lidstaten aanzienlijk aangescherpt. Daarbij worden voortaan ook macro-economische onevenwichten beter in de gaten gehouden zodat tijdig optreden bij onevenwichten, zowel op budgettair als op macro-economisch vlak, mogelijk zijn.

België heeft dit nieuwe regelkader tot nog toe strikt gevolgd en is op weg om in 2015 een structureel begrotingsevenwicht te bereiken.

De nauwere economische coördinatie van het sociaaleconomisch beleid, dat nu algemeen erkend wordt als een voorwaarde voor een duurzame en meer stabiele muntunie, wordt geleid door de "Europa 2020 Strategie", die 5 becijferde doelstellingen heeft geformuleerd. In 2013 werd een bijzondere aandacht geschonken aan de jeugdwerkloosheid en aan de uitbouw van een industrieel beleid van de Unie. De Europese Raad van juni 2013 nam een actieplan aan tegen de jeugdwerkloosheid, met tal van concrete maatregelen en financieringsbronnen.

Zo zal ons land ook kunnen genieten van extra financiering in het kader van het Jeugdwerkloosheidsinitiatief (YEI). Onder impuls van voorzitter Herman Van Rompuy is de Europese Raad ook een reflectie gestart over de verbetering van de industriële competitiviteit. Dit thema wordt in een aantal deelaspecten onderzocht: in mei kwam het thema energiebevoorrading en -efficiëntie aan bod, in oktober 2013 het onderdeel innovatie, onderzoek en ontwikkeling, in december het defensiebeleid (inclusief de industriële dimensie ervan) en in februari 2014 zal een algemene evaluatie gemaakt worden van de vraag hoe een modern Europees industrieel beleid kan bijdragen tot meer jobs en tot een sterkere competitiviteit van de Europese economie. In juni 2013 heeft de Belgische regering een opgemerkte discussiebijdrage over een Europees industrieel beleid verspreid onder zijn Europese partners.

De intensifiëring van de economische coördinatie tussen de lidstaten moeten verder gaan; daarom werd in het voorbije jaar ook uitvoerig gedebatteerd over bv. een versterkte ex ante coördinatie van het nationaal economisch beleid, of over contracten die de lidstaten met de Europese instellingen eventueel kunnen afsluiten om bepaalde hervormingsprocessen te realiseren en waarvoor zij onder strikte voorwaarden financiële steun zouden kunnen krijgen. De Europese Raad van december 2013 zal hierover de eerste beslissingen nemen, maar het ziet er naar uit dat de verdieping van de EMU ook nog in 2014 verder zal besproken worden. België streeft hierbij steeds naar processen die de toets

au maintien d'un équilibre entre responsabilité (discipline) et solidarité; les deux sont nécessaires afin de rendre possible une gestion économique européenne durable et soutenue par la population et les États membres. Le gouvernement belge participe activement à ces débats fondamentaux; outre un non-paper sur la politique industrielle, une note a été également rédigée et transmise en avril de cette année sur la dimension sociale de l'UE.

Enfin, je rappelle également les négociations importantes actuellement en cours sur la création d'une union bancaire; en juin de cette année, un accord significatif a été conclu entre le Conseil et le Parlement sur un mécanisme unique de surveillance des banques. Ce dernier doit être désormais complété de dispositions sur la dissolution de banques en détresse, conjuguées à des mécanismes de soutien financier. Toutes ces matières techniques et très sensibles devraient être tranchées pour la fin de la législature européenne.

1.2. *L'avenir de l'Europe*

En 2012, le "Groupe sur l'avenir de l'Europe", créé sous l'impulsion de mon homologue allemand Guido Westerwelle et auquel la Belgique a également participé activement, a publié un rapport notable expliquant de manière concrète, informelle et prospective les défis institutionnels de l'UE dans les années à venir. Bien que les travaux de ce groupe aient été officiellement clôturés fin 2012, le débat a continué entre les ministres des Affaires étrangères et européennes en 2013, comme sujet d'un conseil informel ou d'une conférence ministérielle ad hoc. On ne peut faire abstraction de la constatation que la crise économique et financière de ces dernières années a suscité des interrogations sur l'efficacité des mécanismes décisionnels européens, sur l'écart qui se creuse avec les citoyens européens ou encore sur l'amélioration de la visibilité de l'Union européenne dans le monde.

Ces questions restent d'actualité et gagneront encore en importance dans la perspective des élections européennes de l'année prochaine. Je pense que le Conseil Affaires générales, composé tant des ministres des Affaires étrangères que des ministres des Affaires européennes — selon l'État membre — constitue un excellent forum pour de telles discussions informelles, et ce, dans les prochains mois également. De cette manière, les ministres peuvent, en concertation avec le Conseil européen qui continue d'œuvrer pour l'approfondissement de l'UEM, apporter leur contribution à la réflexion axée sur l'avenir de l'Europe. En tant que

van de democratische legitimiteit doorstaan en waakt over het behoud van een evenwicht tussen verantwoordelijkheid (discipline) en solidariteit; beiden zijn nodig om een duurzaam en door de bevolking en de lidstaten gedragen Europees economisch bestuur mogelijk te maken. De Belgische regering neemt actief deel aan deze fundamentele debatten; naast een non-paper over industrieel beleid werd in april van dit jaar ook een paper over de sociale dimensie van de EU opgesteld en verspreid.

Tot slot meld ik nog de belangrijke onderhandelingen die aan de gang zijn voor de oprichting van een bankenunie; in juni van dit jaar werd tussen raad en parlement een belangrijk akkoord bereikt over een eengemaakt toezichtmechanisme voor banken. Dit moet nu aangevuld worden met bepalingen over de ontbinding van banken in nood samen met financiële begeleidende mechanismen. Al deze technische maar erg gevoelige materies zouden moeten beslist zijn voor het einde van de Europese legislatuur.

1.2. *De toekomst van Europa*

In 2012 publiceerde de 'Groep over de toekomst van Europa' opgericht op initiatief van mijn Duitse ambtsgeenoot Guido Westerwelle en waaraan België ook actief deelnam, een opgemerkt rapport dat geheel informeel en op prospectieve wijze de institutionele uitdagingen van de EU in de komende jaren op concrete wijze beschreef. Hoewel de werkzaamheden van deze groep eind 2012 formeel afgesloten waren, werd het debat onder ministers van Buitenlandse of Europese zaken in 2013 verder gezet, hetzij als gespreksonderwerp van een informele raad, hetzij als thema van ad hoc ministeriële conferenties. Men kan niet om de vaststelling heen dat de economische en financiële crisis van de voorbije jaren vragen heeft doen stellen over de efficiëntie van de Europese beslissingsmechanismen, over de groter wordende kloof met de Europese burgers, en over de verbetering van de zichtbaarheid van de Europese Unie in de wereld.

Deze vragen blijven perfect actueel en zullen in het licht van de Europese verkiezingen volgend jaar nog aan belang winnen. De Raad Algemene Zaken, waarvan zowel ministers van Buitenlandse zaken als van Europese Zaken deel uitmaken, naargelang van de Lidstaat, biedt m.i. een goed forum voor dergelijke informele gesprekken, ook in de komende maanden. Op die manier kunnen de ministers, in samenspraak met de Europese Raad, die ondertussen verder werkt aan de verdieping van de EMU, hun bijdrage leveren tot de reflectie over de toekomst van Europa. Als bevoegd minister heb ik in dit debat steeds een voluntaristische

ministre compétent, j'ai toujours adopté une attitude proactive et constructive dans ce débat à l'égard du projet européen, car la voie européenne est la seule qui puisse garantir notre bien-être, nos valeurs et notre prospérité dans un monde qui s'internationalise rapidement.

1.3. Les relations avec les pays voisins (Est et Sud)

Les développements du Printemps arabe ont mis en exergue les relations de l'UE avec ses voisins du Sud. Depuis l'élaboration d'une nouvelle stratégie dans la politique de voisinage, réalisée en mai 2011 par la Commission et le Service européen pour l'action extérieure, de nombreux domaines ont été abordés. Les principales initiatives concrètes en faveur des pays du Printemps arabe ont trait à la négociation d'une série de partenariats pour la mobilité et d'accords de libre-échange qui pourraient élargir considérablement l'accès de ces pays aux marchés européens. Par ailleurs, les relations de l'UE avec ses voisins faisant partie du Partenariat oriental sont également sous le feu des projecteurs depuis ces derniers mois: un sommet des dirigeants de l'UE et des six pays du Partenariat (Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, Moldavie, Ukraine) se tiendra les 28 et 29 novembre prochains. La présidence lituanienne de l'UE espère ainsi signer avec certains d'entre eux des accords d'association, y compris un volet commercial.

Lors de ma visite en Géorgie et en Moldavie au mois de septembre dernier, j'ai pu constater, en compagnie de mes deux homologues néerlandais et luxembourgeois, l'importance de ce sommet pour l'approfondissement des relations entre l'UE et ces États. La Belgique soutient pleinement ce processus et estime que ce partenariat présente un grand potentiel de coopération, par laquelle ces pays, sous réserve du respect de certaines conditions, peuvent se rapprocher de l'Union européenne. Toutefois, ce processus ne doit pas être assimilé à une négociation d'élargissement, qui n'est actuellement pas à l'ordre du jour pour ces pays.

Actuellement, l'UE compte cinq pays candidats à l'adhésion: les négociations avec la Turquie et le Monténégro sont officiellement entamées tandis que le gouvernement islandais a demandé la suspension temporaire des discussions autour de son adhésion. À la suite des décisions du Conseil européen de juin 2013, les négociations avec la Serbie devraient débiter au plus tard en janvier 2014. Par contre, l'examen de la candidature macédonienne n'a pas pu encore être lancé.

en constructieve houding aangenomen tegenover het Europees project, want de Europese weg is de enige die ons welzijn, onze waarden en onze welvaart kan veiligstellen in een snel globaliserende wereld.

1.3. De betrekkingen met de nabuurschapslanden (Oost en Zuid)

De ontwikkelingen tijdens de Arabische Lente hebben in het verleden erg veel aandacht gericht op de betrekkingen van de Europese Unie met haar zuidelijke nabuurlanden. Sinds de uitwerking in mei 2011 door de Commissie en door de Europese Dienst voor Extern Optreden van een vernieuwde strategie inzake nabuurschapsbeleid, werd aan tal van domeinen gewerkt. De voornaamste concrete initiatieven tegenover de landen van de Arabische Lente betreffen de onderhandeling van een reeks mobiliteitspartnerschappen en van vrijhandelsakkoorden die de toegang van deze landen tot de Europese markten substantieel zou uitbreiden. Maar ook de betrekkingen van de Europese Unie met de landen aan haar oostelijke flank kwamen in de voorbije maanden volop in de belangstelling; op 28 en 29 november vindt in Vilnius namelijk een top van de regeringsleiders van de EU en de 6 landen van het Oostelijk Partnerschap plaats (Armenië, Azerbeïdjan, Belarus, Georgië, Moldavië, Oekraïne). Het Litouwse voorzitterschap van de EU hoopt daarbij met een aantal van hen associatieakkoorden, met inbegrip van een handelsluik, te paraferen.

Tijdens mijn bezoek samen met de 2 andere Benelux ministers van Buitenlandse Zaken aan Moldavië en Georgië in september jl. heb ik kunnen vaststellen hoeveel deze top betekent voor de verdieping van de betrekkingen tussen de EU en deze landen. België steunt dit proces ten volle en meent dat dit partnerschap een groot potentieel aan samenwerking bevat, waardoor deze landen, mits het vervullen van bepaalde voorwaarden, nauwer kunnen aanleunen bij de Europese Unie. Men mag dit toenaderingsproces echter niet gelijkstellen met een uitbreidingsonderhandeling, die voor deze landen nu niet aan de orde is.

De EU telt momenteel vijf kandidaat-lidstaten: met Turkije en Montenegro werden de onderhandelingen effectief opgestart, maar met IJsland werden ze voorlopig onderbroken op vraag van de IJslandse regering. Als gevolg van de beslissingen van de Europese Raad van juni 2013 zouden de onderhandelingen met Servië ten laatste in januari 2014 aanvangen. Met de Voormalige Joegoslavische Republiek Macedonië konden de onderhandelingen nog niet starten.

La Belgique s'est toujours présentée comme un partenaire engagé dans ces négociations mais, en même temps, elle affirme l'importance d'une préparation rigoureuse et d'une évaluation précise des efforts déployés par les candidats à l'adhésion. À cet égard, le gouvernement belge souligne que les pays candidats doivent se conformer à toutes les conditions d'adhésion, mais aussi que l'UE, elle-même, doit être prête à un nouvel élargissement et à l'accueil des États candidats.

1.4. *L'application du droit européen en Belgique*

Afin de faire face à des difficultés persistantes dans la transposition rapide et correcte des directives européennes, le ministère des Affaires étrangères a fourni un effort particulier l'année passée pour suivre de manière plus ciblée et plus régulière la procédure concrète de transposition. Les administrations responsables et les cellules stratégiques du gouvernement fédéral et des entités fédérées se réunissent désormais à un rythme régulier dans le but de discuter au cas par cas et de chercher des solutions communes. Je continuerai à soutenir les efforts allant dans ce sens l'année prochaine.

1.5. *La révision du statut et du fonctionnement du SEAE*

L'année passée, une révision approfondie du fonctionnement du Service européen pour l'action extérieure, créé le 1er décembre 2010, a été lancée dans le cadre du Conseil. En effet, le règlement constitutif prévoyait une évaluation au cours de l'été 2013. Après une série de consultations, la Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Catherine Ashton, a déposé en août un document d'évaluation examinant en détail la manière dont le service peut être adapté ou amélioré sur le court et moyen terme. Fondé à la même époque que la première vague du Printemps arabe, le service a été créé à partir des administrations existantes. Celui-ci est en partie composé (un tiers) de diplomates nationaux détachés et fonctionne sous un régime budgétaire très serré. Compte tenu de ces circonstances, on peut évaluer de manière plutôt positive le travail effectué jusqu'à présent.

Toutefois, la marge de manœuvre pour améliorer le service est encore grande. Dès lors, la Belgique a plaidé pour une coopération plus efficace avec les services de la Commission, pour la nomination d'un ou de plusieurs adjoint(s) politique(s) auprès de la Haute Représentante ainsi que pour l'élargissement progressif de son mandat dans des domaines qui, pour les États membres ou leurs citoyens, présentent une forte valeur

België heeft zich steeds een geëngageerde partner getoond in deze onderhandelingen, maar houdt tegelijk vast aan een rigoureuze voorbereiding en aan een precieze evaluatie van de inspanningen van de toetredingskandidaten. De Belgische regering onderstreept daarbij ook dat kandidaat-lidstaten niet alleen aan alle toetredingsvoorwaarden moeten voldoen, maar dat de Unie zelf ook klaar moet zijn voor een verdere uitbreiding en die kandidaat lidstaten moet kunnen opvangen.

1.4. *De toepassing van het Europees recht in België*

Om het hoofd te bieden aan aanhoudende problemen bij de tijdige of correcte omzetting van Europese richtlijnen heeft het departement Buitenlandse Zaken in het voorbije jaar een bijzondere inspanning geleverd om de concrete opvolging van het omzettingsproces gerichter en regelmatig op te volgen. De verantwoordelijke administraties en beleidscellen van federale overheid en deelstaten worden nu op regelmatige basis samengebracht om geval per geval te bespreken en naar gezamenlijke oplossingen te zoeken. Deze bijzondere inspanning zal ik ook in het komende jaar verderzetten.

1.5. *De herziening van het statuut en de werking van de EDEO*

In het voorbije jaar werd in het kader van de Raad een uitgebreide herziening van de werking van de op 1 december 2010 opgerichte Europese Dienst voor Extern Optreden opgestart. Het oprichtingsbesluit voorzag immers in een evaluatie in de zomer van 2013. Na een uitgebreide consultatieronde heeft de Hoge Vertegenwoordigster voor het Buitenlands en Veiligheidsbeleid, Catherine Ashton, in augustus een evaluatiedocument neergelegd, dat in detail nagaat hoe de dienst op korte en ook op middellange termijn kan worden aangepast of verbeterd. De dienst werd ongeveer gelijktijdig met het uitbreken van de Arabische Lente opgebouwd uit bestaande administraties, bevat een deel (1/3) van nationaal gedetacheerde diplomaten en werkt in een context van krappe budgettaire middelen. Gegeven deze omstandigheden kan men het tot nog toe geleverde werk eerder positief inschatten.

Toch is er nog veel ruimte voor verbetering. België heeft daarbij gepleit voor een meer effectieve samenwerking met de Commissiediensten, voor de toevoeging aan de Hoge Vertegenwoordiger van één of meerdere politieke adjuncten en voor een graduele uitbreiding van het takenpakket in domeinen die voor lidstaten of hun burgers een grote toegevoegde waarde hebben, zoals consulaire bijstand, zeker in crisissituaties. Op termijn

ajoutée comme l'assistance consulaire, notamment dans des situations de crise. À terme, une coopération pragmatique plus large, ou même une synergie avec les services ou les réseaux diplomatiques nationaux, doit aussi être mise en place.

2. La Belgique dans le Monde

2.1. Le cadre multilatéral et les droits de l'homme

Le multilatéralisme reste la pierre angulaire de notre politique étrangère. Je suis convaincu que c'est plus que jamais nécessaire vu les développements géopolitiques actuels. C'est pourquoi, je compte poursuivre jusqu'à la fin de la législature l'engagement belge en faveur d'un multilatéralisme efficace, c'est-à-dire modernisé et adapté aux réalités et aux enjeux du XXI^{ème} siècle. Au sein des organisations internationales, et en particulier aux Nations Unies, notre pays continuera ainsi de plaider pour une gestion saine et pour une meilleure priorisation des activités.

Le grand chantier sur l'agenda du développement post-2015 a démarré. Lors de ces débats, un nouveau cadre des travaux des Nations Unies pour les décennies à venir va devoir être défini pour intégrer le concept et l'objectif que constitue le développement durable. Cette opportunité ne doit pas être manquée et la Belgique plaidera en ce sens.

Prôner et promouvoir le multilatéralisme, c'est aussi y contribuer et pouvoir prendre ses responsabilités. C'est pourquoi, mon département prépare activement et a même déjà entamé nos campagnes pour nos candidatures au Conseil des droits de l'homme (2016-2018) et au Conseil de sécurité (2019-2020). Les Affaires étrangères préparent également avec les autres départements et entités — fédérales et fédérées — concernés la présidence du Conseil de l'Europe que la Belgique assurera de novembre 2014 à mai 2015.

Je continue d'attacher une grande importance au renforcement des relations avec les organisations régionales et sous-régionales (Union Africaine, CEDEAO, SADC, CIRGL, EAC, Ligue Arabe, Conseil de Coopération du Golfe, ASEAN, CELAC, CARICOM, ...) que ce soit au niveau bilatéral ou au niveau européen.

La promotion et la protection des droits de l'homme restent une des priorités de ma politique étrangère. Dans le monde multipolaire d'aujourd'hui où s'affirment toujours plus de nouvelles puissances et dans la mondialisation croissante, les valeurs qui sont les

moet ook een meer uitgebreide pragmatische samenwerking of zelfs synergie met de nationale diplomatieke diensten of netwerken tot stand worden gebracht.

2. België in de wereld

2.1. Het multilaterale kader en de rechten van de Mens

Het multilateralisme blijft de hoeksteen van ons buitenlands beleid. Ik ben ervan overtuigd dat dit meer dan ooit nodig is gezien de huidige geopolitieke ontwikkelingen. Ik wens daarom tot het einde van de legislatuur het Belgisch engagement voor een efficiënt multilateralisme, d.w.z. gemoderniseerd en aangepast aan de realiteiten en uitdagingen van de XXI^{ste} eeuw, verder te zetten. Binnen de internationale organisaties, en in het bijzonder bij de Verenigde Naties, zal ons land verder pleiten voor een gezond beheer en voor een betere prioritisering van de activiteiten.

De grote werf van de post-2015 ontwikkelingsagenda is gestart. Tijdens deze debatten zal voor de komende decennia een nieuw werkkader gedefinieerd moeten worden voor de Verenigde Naties om het concept en de doelstelling van duurzame ontwikkeling te integreren. Deze opportuniteit mag niet gemist worden en België zal hiervoor pleiten.

Multilateralisme aanprijzen en promoten is ook eraan bijdragen en verantwoordelijkheid kunnen opnemen. Daarom is mijn departement reeds begonnen met de actieve voorbereiding van onze campagnes voor onze kandidaturen bij de Raad voor de Mensenrechten (2016-2018) en bij de Veiligheidsraad (2019-2020). De FOD Buitenlandse zaken bereidt ook samen met andere betrokken departementen en entiteiten — federale en gefederaliseerde — het voorzitterschap van de Raad van Europa voor dat België zal uitoefenen van november 2014 tot mei 2015.

Ik blijf een groot belang hechten aan het versterken van onze verstandhouding met de regionale en sub-regionale organisaties (Afrikaanse Unie, CEDEAO, SADC, CIRGL, Arabische Liga, Samenwerkingsraad van de Arabische Golfstaten, ASEAN, CELAC, CARICOM,...) zowel op bilateraal als op Europees niveau.

De bevordering en de verdediging van de rechten van de Mens blijven één van de voornaamste prioriteiten van mijn buitenlands beleid. In een multipolaire wereld waar steeds meer nieuwe machten opduiken en in een groeiende mondialisering, zijn onze waarden niet altijd

nôtres n'ont pas toujours la cote et la vigilance et surtout l'action sont nécessaires pour les préserver. Nos efforts pour les défendre doivent s'exercer sans relâche et ce à tous les niveaux. L'Union européenne est sans doute le meilleur cadre pour faire avancer cet agenda. L'UE est dès lors au centre de nos actions en matière de droits de l'homme. Au niveau multilatéral, je continue de penser que les droits de l'homme constituent plus que jamais un pilier fondamental des Nations Unies et que les moyens doivent être mis en adéquation avec nos ambitions collectives. Cet élément doit être pris en compte dans le cadre des discussions sur le post-2015. Le développement durable passe aussi par le respect des droits de l'homme et de l'État de droit.

Au niveau des thématiques, l'abolition de la peine de mort, les droits des femmes, la lutte contre toutes les formes de discrimination, y compris en termes d'orientation sexuelle, et la liberté de religion ou de conviction restent des domaines prioritaires pour la Belgique. En outre, je plaide pour l'élaboration au niveau belge d'un plan d'action national "Entreprises et Droits de l'homme". Le commerce et les activités de nos entreprises peuvent en effet contribuer positivement à la promotion et à la protection des droits de l'homme dans le monde.

C'est dans cet esprit multilatéral que j'ai lancé différentes initiatives de conférences internationales à Bruxelles pour le début 2014:

- une conférence sur la prévention des génocides, en coopération avec les Nations Unies, l'Union européenne et l'Union africaine, les 31 mars et 1er avril 2014, à l'occasion du 20ème anniversaire du génocide rwandais;
- une conférence économique, en coopération avec les États-Unis, l'UE, le Quartet et les parties israélienne et palestinienne, pour sensibiliser les entreprises européennes à investir dans le développement de l'économie palestinienne pour accompagner le volet politique du processus de paix au Moyen-Orient;
- une conférence internationale, avec UNWOMEN, sur le rôle de leadership des femmes dans le cadre du printemps arabe.

2.2. Les grandes problématiques régionales

De l'Amérique Latine aux confins de l'Asie Centrale et du Caucase, de l'Amérique du Nord à l'Océanie, notre diplomatie doit suivre de près l'ensemble des grands développements régionaux politiques, économiques, humanitaires et sécuritaires, traduisant de la sorte à la fois la mondialité croissante de nos intérêts et les liens

even populair waardoor oplettendheid en vooral actie nodig zijn om ze te vrijwaren. Onze inspanningen om deze rechten te verdedigen moeten onophoudelijk en op alle niveaus worden uitgeoefend. De Europese Unie is waarschijnlijk het beste kader om deze agenda te laten vooruitgaan. De EU staat centraal in onze mensenrechtenactie. Op multilateraal niveau blijf ik denken dat de rechten van de Mens meer dan ooit een fundamentele pijler van de Verenigde Naties zijn en dat de middelen moeten overeenstemmen met onze collectieve ambities. In het kader van de post-2015 discussies moet er met dit element rekening gehouden worden. De duurzame ontwikkeling gedijt ook best in vol respect voor de mensenrechten en voor de rechtsstaat.

Op thematisch vlak blijven de afschaffing van de doodstraf, de rechten van de vrouwen, de strijd tegen elke vorm van discriminatie, ook wat betreft seksuele geaardheid, en de vrijheid van godsdienst of geloof prioritaire domeinen voor België. Ik pleit ook voor het uitwerken op Belgisch niveau van een nationaal actieplan inzake "Bedrijven en Mensenrechten". De handel en de activiteiten van onze bedrijven kunnen immers positief bijdragen tot de bevordering en de verdediging van de mensenrechten in de wereld.

Het is in deze multilaterale geest dat ik het initiatief nam om begin 2014 enkele internationale conferenties te organiseren in Brussel:

- een conferentie over de preventie van genocide, in samenwerking met de Verenigde Naties, de Europese Unie en de Afrikaanse Unie op 31 maart en 1 april 2014, ter gelegenheid van de 20ste verjaardag van de Rwandese genocide;
- een economische conferentie, in samenwerking met de Verenigde Staten, de EU, het Kwartet en Israëlische en Palestijnse vertegenwoordigers, om de Europese bedrijven gevoelig te maken voor investeringen in de ontwikkeling van de Palestijnse economie om aldus het politieke luik van het vredesproces in het Midden-Oosten te steunen;
- een internationale conferentie, met UNWOMEN, over de leidersrol van vrouwen in het kader van de Arabische lente.

2.2. Regionaal beleid

Van Latijns-Amerika tot de uiteinden van Centraal-Azië en de Kaukasus, van Noord-Amerika tot Oceanië, moet onze diplomatie van dichtbij alle grote politieke, economische, humanitaire en veiligheidsontwikkelingen volgen. Dit getuigt van zowel de groeiende mondialisering van onze belangen als van de sterke banden met

forts nous unissant à ces parties du monde. Une attention particulière sera cependant apportée à un certain nombre de problématiques dans lesquelles notre action présente une valeur ajoutée spécifique.

2.2.1. *La Syrie et le Printemps arabe*

Les développements dans le monde arabe restent un dossier prioritaire pour la Belgique et l'UE. Jusqu'à la fin de la législature, je continuerai à m'investir personnellement dans cette question. Il s'agit non seulement du voisinage direct de l'UE, et donc de nos intérêts, mais également de la défense des principes et des valeurs auxquels nous sommes très attachés. Un engagement déterminé et continu, mais en même temps critique, est dès lors requis afin d'accompagner ce processus.

En Syrie, l'utilisation d'armes chimiques dans la banlieue de Damas le 21 août dernier a permis de quelque peu sortir de l'impasse au niveau du Conseil de sécurité qui, malgré la détérioration de la situation sur le terrain et dans la région, ne parvenait pas à prendre ses responsabilités. Il est dramatique qu'il ait fallu attendre l'utilisation d'armes de destruction massive, alors que le conflit avait déjà fait plus de 100 000 morts, pour que le Conseil de sécurité puisse enfin réagir. Dans ce dossier, j'ai toujours plaidé pour que l'ONU joue son rôle, ce qui était préférable à l'option d'une intervention militaire unilatérale. Il convient maintenant que l'accord de destruction de l'arsenal chimique syrien soit mis en œuvre et que l'on utilise le momentum actuel pour avancer sur les volets politique mais aussi humanitaire.

Il n'y aura pas de solution à la crise syrienne sans solution politique. Tous les efforts doivent dès lors être entrepris pour donner toutes les chances à l'organisation d'une Conférence de Genève II, devant mener à un processus de transition, et pour améliorer l'accès humanitaire en Syrie. La Belgique contribuera de manière constructive à tous ces efforts et restera mobilisée pour insister sur le respect du droit international humanitaire, en particulier en matière d'accès aux soins de santé.

Si la Syrie monopolise l'attention de la communauté internationale, il ne faut pas le faire au détriment des autres pays en transition, comme la Tunisie, la Libye et l'Égypte. Dans ces 3 pays, les événements de ces dernières semaines nous rappellent que la persévérance et la vigilance sont de mise. C'était tout le sens de ma visite au Caire en août dernier.

die delen van de wereld. In enkele domeinen geniet onze actie van een specifieke meerwaarde en daarom krijgen zij onze bijzondere aandacht.

2.2.1. *Syrië en de Arabische lente*

De ontwikkelingen in de Arabische wereld blijven een prioritaair dossier voor België en de EU. Tot aan het einde van de legislatuur zal ik mij in deze kwestie persoonlijk blijven inzetten. Het betreft niet enkel het rechtstreekse nabuurschap van de EU, en dus van onze belangen, maar ook de verdediging van beginselen en waarden waaraan wij zeer gehecht zijn. Een vastberaden, volgehouden maar ook kritisch engagement is nodig om dit proces op te volgen.

In Syrië heeft het gebruik van chemische wapens in de buitenrand van Damascus op 21 augustus mogelijk gemaakt om een beetje uit de impasse te geraken in de Veiligheidsraad. Ondanks de aanhoudende verslechtering van de situatie op het terrein en in de regio, was deze er niet in geslaagd zijn verantwoordelijkheid op te nemen. Het is een dramatisch feit dat men heeft moeten wachten op het gebruik van massavernietigingswapens opdat de Veiligheidsraad eindelijk zou reageren, terwijl het conflict reeds meer dan 100 000 doden heeft gemaakt. In dit dossier heb ik altijd gepleit dat de VN haar rol zou spelen, wat de voorkeur moet hebben op een unilaterale militaire interventie. Het akkoord over de vernietiging van het Syrisch chemisch arsenaal moet nu worden uitgevoerd en men moet van dit momentum gebruik maken om verder te gaan met het politieke en humanitaire luik.

De oplossing voor de Syrische crisis kan enkel maar politiek zijn. Iedereen moet zich inspannen om alle kansen te geven aan de zgn. "Geneve II"-Conferentie die moet leiden tot een overgangsproces en een betere humanitaire toegang tot Syrië. België zal op een constructieve manier bijdragen aan al deze inspanningen en zal blijven aandringen op het respect voor het internationaal humanitair recht, en in het bijzonder wat betreft de toegang tot gezondheidszorgen.

Hoewel Syrië de aandacht van de internationale gemeenschap monopoliseert mag dit niet gebeuren ten nadele van de andere landen in overgang, zoals Tunesië, Libië en Egypte. In deze 3 landen herinneren de gebeurtenissen van de laatste weken er ons aan dat volharding en waakzaamheid nodig zijn. Precies daarom bezocht ik Caïro in de maand augustus.

2.2.2. *Processus de paix au Moyen-Orient*

La question israélo-palestinienne a connu ces derniers mois des développements encourageants. Grâce aux efforts du Secrétaire d'État Kerry, des pourparlers de paix ont repris — pour la première fois depuis 2010 — entre les 2 parties. Avec ses partenaires européens, la Belgique doit presser les Israéliens et les Palestiniens à s'engager et à s'investir sérieusement dans ces négociations qui restent la meilleure voie pour un règlement durable du conflit et pour la mise en œuvre de la solution à 2 États. Elle doit mener à la mise en place d'un État de Palestine, vivant en paix et en sécurité à côté de l'État d'Israël. Les parties doivent promouvoir des conditions favorisant le succès du processus de négociations d'ici la fin avril 2014 et s'abstenir d'actions qui minent la confiance ou préjugent des questions liées au statut final. En parallèle à des progrès sur le plan politique, des avancées sont nécessaires sur les volets économique et sécuritaire.

C'est dans ce contexte que s'inscrit mon initiative de tenir une conférence économique destinée à sensibiliser les entreprises européennes à investir dans les Territoires palestiniens afin de contribuer à la mise en place d'un État palestinien prospère reposant sur des bases solides. Sans développement économique, tout accord de paix ne pourra être que fragile; de même, sans accord politique, la situation socioéconomique sera intenable. Ma visite sur place en novembre permettra de faire le point des progrès sur ces différents aspects et d'encourager les parties à poursuivre leur engagement.

2.2.3. *L'Iran*

Le programme nucléaire de l'Iran reste une importante source d'inquiétude et de tension au Moyen-Orient. Aucun progrès concret n'a été enregistré dans ce dossier pendant l'année écoulée. Depuis l'élection du Président Rohani, le nouveau gouvernement a multiplié les gestes de bonne volonté et a exprimé aussi bien publiquement que lors des contacts diplomatiques sa volonté de coopérer avec la communauté internationale pour résoudre pacifiquement divers dossiers au premier rang desquels l'avenir de son programme nucléaire et la Syrie. Il ne fait pas de doutes que ce changement d'approche est largement provoqué par la situation économique et financière désastreuse dans laquelle se trouve le pays. On attend maintenant que ce ton nouveau se traduise par des avancées concrètes dans les négociations avec le E3+3 et l'AIEA. La Belgique considère que la réintégration de l'Iran dans le concert

2.2.2. *Het vredesproces in het Midden-Oosten*

De Israëlisch-Palestijnse kwestie heeft de laatste maanden bemoedigende ontwikkelingen gekend. Dankzij de inspanningen van de Amerikaanse Staatssecretaris John Kerry zijn de vredesonderhandelingen tussen beide partijen voor het eerst sinds 2010 hernomen. Met haar Europese partners moet België Israël en Palestina aanzetten om zich ernstig in te zetten en te investeren in deze onderhandelingen die de beste weg blijven naar een duurzame oplossing van het conflict en naar een oplossing met twee staten. Deze moet leiden tot het oprichten van een Palestijnse Staat die in vrede en veiligheid woont naast de Staat Israël. De partijen moeten de voorwaarden creëren die tegen eind april 2014 tot het succes van het onderhandelingsproces kunnen leiden en zich onthouden van handelingen die het vertrouwen zouden kunnen afzwakken of die vooruitlopen op kwesties met betrekking tot het eindstatuut. Parallel met de vooruitgang op het politiek vlak is vooruitgang nodig op economisch en veiligheidsvlak.

Het is in deze context dat mijn initiatief voor een economische conferentie moet gesitueerd worden, die Europese bedrijven wil sensibiliseren om te investeren in de Palestijnse gebieden en zo bij te dragen tot het oprichten van een welvarende Palestijnse Staat die op stevige fundamente rust. Zonder economische ontwikkeling zal elk vredesakkoord fragiel blijven; maar ook zonder politiek akkoord blijft de sociaaleconomische situatie uitzichtloos. Mijn bezoek ter plaatse in november e.k. zal toelaten om een stand van zaken te maken over de vooruitgang inzake deze verschillende aspecten en wil de partijen aanzetten om hun engagement verder te zetten.

2.2.3. *Iran*

Het nucleaire programma van Iran blijft een belangrijke bron van bezorgdheid en spanning in het Midden-Oosten. Tijdens het voorbije jaar werd in dit dossier geen enkele concrete vooruitgang geboekt. Sinds de verkiezing van President Rohani heeft de nieuwe regering de tekens van goede wil vermenigvuldigd en heeft zich zowel publiekelijk als tijdens de bilaterale contacten uitgesproken voor een samenwerking met de internationale gemeenschap om op een vreedzame wijze een aantal dossiers, waaronder de toekomst van zijn nucleair programma en Syrië, op te lossen. Het leidt geen twijfel dat deze verandering in aanpak te wijten is aan de desastreuze economische en financiële situatie waarin het land zich bevindt. Het is nu afwachten of deze toonverandering zich in concrete acties vertaalt in de onderhandelingen met de E3+3 en het AIEA. België vindt dat de re-integratie van Iran in de wereldgemeenschap

des nations contribuerait de manière importante à la stabilité régionale et est prête à l'encourager à condition que Téhéran démontre par des actes concrets sa volonté de renoncer à tout programme nucléaire militaire et à l'appui au terrorisme international.

2.2.4. L'Afrique subsaharienne

L'Afrique centrale reste au cœur des préoccupations de notre politique étrangère. En tant que partenaire international appelé par l'Accord-cadre d'Addis Ababa à soutenir les efforts de paix et de stabilisation dans l'Est de la RDC et la région, la Belgique participe activement aux initiatives diplomatiques en cours. Je me suis rendu en août en RDC afin d'encourager le gouvernement à poursuivre ses efforts de réforme ainsi que la mise en œuvre des engagements pris dans l'accord-cadre. Je continuerai à appuyer les efforts de paix et à encourager la coopération régionale, afin qu'une solution durable soit enfin apportée à cette crise qui affecte avant tout les populations civiles de ces régions, et en particulier les femmes. En signant avec environ 120 autres pays la Déclaration d'engagement à mettre fin aux violences sexuelles, j'ai voulu rappeler que ce sont avant tout ces situations horribles qui doivent nous encourager à mettre fin au plus vite à ces cycles de violence.

Ma visite à Kinshasa fut également l'occasion d'inaugurer le chantier de la nouvelle ambassade de Belgique, dont la construction devrait commencer vers la fin de cette année.

En octobre, j'ai accompagné la première mission économique emmenée par la Princesse Astrid. Il s'agissait de la toute première mission princière en Angola et la troisième en Afrique du Sud. La participation en grand nombre d'entreprises issues de nos trois régions illustre le potentiel que représentent ces pays pour nos investisseurs.

En ce qui concerne l'Afrique de l'Ouest, j'ai déjà eu l'occasion de souligner l'importance stratégique d'une stabilisation de la région du Sahel, avec la crise malienne et les risques d'instabilité qu'elle crée pour l'ensemble de la région, et les conséquences des différents trafics sur la sécurité européenne. Je me suis rendu à Bamako en février afin d'appuyer la mise en œuvre de la feuille de route pour la normalisation. Depuis, des élections présidentielles crédibles et pacifiques ont eu lieu. Le gouvernement belge continuera à appuyer ces efforts de normalisation dans la région. En outre, nous poursuivrons le développement de nos

op een belangrijke manier zal bijdragen tot de regionale stabiliteit en is bereid om dit te steunen op voorwaarde dat Teheran door concrete acties zijn wil aantoot om zowel heel zijn militair nucleair programma als de steun aan het internationaal terrorisme op te geven.

2.2.4. Sub-Saharaans Afrika

Centraal-Afrika blijft een essentiële zorg van ons buitenlands beleid. Opgeroepen als internationale partner in het Kaderakkoord van Addis Ababa om de vredes- en stabiliseringsinspanningen in het Oosten van de DRC en van de regio te steunen, neemt België actief deel aan de diplomatieke initiatieven. Ik ben in augustus naar de DRC gereisd om de regering aan te moedigen om zijn hervormingsinspanningen en de uitvoering van de beloften binnen het kaderakkoord verder te zetten. Ik zal onze steun aan de vredesinspanningen verderzetten en de regionale samenwerking aanmoedigen zodat er voor deze crisis die vooral de burgerbevolking in deze regio, en in het bijzonder de vrouwen raakt, eindelijk een duurzame oplossing zou gevonden worden. Door met ongeveer 120 andere landen de Verbintenisverklaring tot beëindiging van seksueel geweld te ondertekenen, heb ik eraan willen herinneren dat het vooral deze verschrikkelijke situaties zijn die ons moeten aanmoedigen om zo snel mogelijk een eind te maken aan deze geweldspiraal.

Mijn bezoek aan Kinshasa bood ook de gelegenheid om de werf van het nieuwe Belgische Ambassadegebouw in Kinshasa te openen. De effectieve bouw zou tegen eind 2013 moeten beginnen.

In oktober heb ik deelgenomen aan de eerste economische zending geleid door Prinses Astrid. Het betrof de allereerste prinselijke zending naar Angola en de derde naar Zuid-Afrika. De deelname van een groot aantal bedrijven uit onze drie gewesten illustreert het potentieel dat beide landen vertegenwoordigen voor onze investeerders.

Wat West-Afrika betreft heb ik al meerdere malen de kans gehad om het strategisch belang te onderlijnen van de stabilisering van de Sahel, met de crisis in Mali, de risico's voor onstabiliteit die zij gerecreëerd heeft voor het geheel van de regio, en de gevolgen van de verschillende trafieken op de Europese veiligheid. Ik ben in februari naar Bamako gereisd om de uitwerking van een politieke roadmap te steunen. Sindsdien hebben geloofwaardige en vreedzame presidentsverkiezingen plaatsgevonden. De Belgische regering zal deze normaliseringsinspanningen in de regio blijven steunen. Wij zullen ook de ontwikkeling van onze handelsrelaties

relations commerciales avec les pays de l'Afrique de l'Ouest, comme la Côte d'Ivoire où je me suis rendu en février également.

En Afrique de l'Est, l'attention du gouvernement est avant tout portée sur la stabilisation et la pacification durable de la Corne de l'Afrique, avec une attention particulière pour le processus de normalisation en Somalie. L'attaque terroriste dans le centre commercial du Westgate à Nairobi a cruellement rappelé à quel point la normalisation et la sécurisation de la Somalie ainsi que la lutte contre les extrémismes restent un enjeu sécuritaire régional et même mondial. Je continuerai également à être attentif aux développements économiques et à l'intégration régionale dans la Communauté Est-Africaine. Ma visite au Kenya en août a notamment été l'occasion de signer des prêts d'État à État dans les domaines de l'énergie et des technologies de communication.

Je continuerai à promouvoir la transparence et la bonne gouvernance dans la gestion des ressources naturelles dans leur ensemble, en tant qu'outil de prévention de conflits, mais aussi en tant que potentiel de développement pour les populations locales et mon attention ira particulièrement au Processus de Kimberley qui fête ses 10 ans en 2013, à l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) et bien sûr au suivi du processus entamé au sein des Nations Unies pour l'adoption d'une résolution à l'Assemblée générale en la matière.

3. La politique de défense et de sécurité

3.1. L'OTAN

En matière de Défense et de Sécurité, notre pays reste fidèle à sa politique traditionnelle de coopération étroite avec nos Alliés au sein de l'OTAN tout en plaçant pour un renforcement de la capacité et de la cohésion de son pilier européen.

Notre participation à l'ISAF prendra fin en 2014. Il est important que la communauté internationale reste engagée en Afghanistan pour consolider les acquis de cette opération dans laquelle nos forces armées se sont distinguées. Vu les incertitudes qui subsistent sur l'avenir de la présence internationale en Afghanistan, il est toutefois encore prématuré de se prononcer sur la forme que pourrait prendre un éventuel engagement belge.

Le dossier d'un nouvel élargissement de l'OTAN pourrait figurer à l'agenda du prochain Sommet. La position belge dans tous les dossiers d'élargissement

met de landen van West-Afrika verderzetten, zoals met Ivoorkust waar ik in februari ook ben geweest.

In Oost-Afrika is de aandacht van de regering vooral gericht op de stabilisering en de duurzame pacificatie van de Hoorn van Afrika, met een bijzondere aandacht voor het normaliseringsproces in Somalië. De terroristische aanval in het winkelcentrum Westgate in Nairobi heeft ons eraan herinnerd hoezeer de normalisatie en de beveiliging van Somalië alsook de strijd tegen de extremisten een regionale en zelfs wereldwijde veiligheidsuitdaging blijft. Ik zal ook aandacht blijven schenken aan de economische ontwikkelingen en de regionale integratie in de Oost-Afrikaanse Gemeenschap. Mijn bezoek aan Kenia in augustus bood onder meer de kans om staatsleningen te ondertekenen in de domeinen van energie en communicatietechnologie.

Ik zal transparantie en goed bestuur blijven aanmoedigen in het beheer van de natuurlijke rijkdommen in hun geheel, als instrument voor conflictpreventie maar ook als ontwikkelingspotentieel voor de lokale bevolking. Mijn aandacht zal vooral gaan naar het Kimberley proces dat zijn tienjarig bestaan viert in 2013, naar het Initiatief voor de Transparantie in de Extractieve Industrieën en uiteraard naar de opvolging binnen de VN van de onderhandeling van een resolutie terzake door de Algemene Vergadering.

3. Het veiligheids- en defensiebeleid

3.1. De NAVO

Wat Defensie en Veiligheid betreft, blijft ons land trouw aan haar traditioneel beleid van nauwe samenwerking met onze bondgenoten binnen de NAVO en pleit het tegelijk voor een versterking van de capaciteit en de cohesie van de Europese pijler.

Onze deelname aan ISAF zal in 2014 eindigen. Het is belangrijk dat de internationale gemeenschap betrokken blijft in Afghanistan om te consolideren wat verworven werd door deze operatie, waarin ons leger zich onderscheiden heeft. Gezien de onzekerheden die blijven bestaan over de toekomst van de internationale aanwezigheid in Afghanistan, is het echter voorbarig om zich uit te spreken over de vorm die een eventueel nieuw Belgisch engagement zou kunnen aannemen.

Het dossier van een nieuwe uitbreiding van de NAVO zou op de agenda van de volgende Top kunnen staan. Het Belgisch standpunt in alle uitbreidingsdossiers is

a toujours été d'accepter les candidats dont l'adhésion contribuerait à renforcer la sécurité collective. L'ancienne république yougoslave de Macédoine et le Monténégro sont des candidats potentiels même si des obstacles subsistent.

La présence sur notre territoire de grandes institutions internationales comme l'UE ou l'OTAN constitue un atout inestimable pour notre pays mais elle nous impose également de mener une politique active d'appui à ces institutions, tout particulièrement à un moment où elles sont elles aussi soumises à d'importantes contraintes budgétaires. C'est ainsi que nous devons veiller à finaliser les discussions visant à la reprise par la Belgique d'un certain nombre d'activités d'appui qui étaient jusqu'à présent effectuées par le SHAPE.

Le nouveau QG civil de l'OTAN qui entre dans sa dernière phase de construction est une preuve tangible de l'ancrage de l'organisation dans notre pays. Nous avons également pu obtenir une décision concernant la reconstruction du QG militaire du SHAPE qui en a grand besoin. S'agissant de l'Agence NCIA, le gouvernement entend finaliser aussi vite que possible les modalités de mise en œuvre de la décision qui a été prise concernant la construction d'un nouveau bâtiment. Il s'agit là d'un investissement qui devrait permettre de consolider la présence de plusieurs centaines d'emplois sur les sites d'Evere et de Casteau et d'assurer d'importantes retombées économiques à nos entreprises.

3.2. La Politique européenne de Défense et de Sécurité

La tenue d'un Sommet européen consacré à la défense au mois de décembre sera l'occasion d'explorer les moyens de remédier aux carences de l'Union européenne dans le domaine de la Défense et de la Sécurité, et cela tant sur le plan de la prise de décisions que de celui des capacités. Il faut être réaliste, les résultats dépendront du niveau d'ambition qu'afficheront les grands pays. Cela n'empêchera pas notre pays de participer activement à l'élaboration des décisions avec une attention toute particulière pour le volet consacré à la politique industrielle. Le gouvernement veillera à sauvegarder les intérêts de nos entreprises, y compris de nos PME, qui sont pour la plupart très impliquées dans des programmes au niveau européen et transatlantique.

La réaction de l'UE face au risque de prise de pouvoir au Mali par des éléments islamistes liés au terrorisme international a malheureusement été une nouvelle fois tardive et hésitante. C'est l'intervention décidée

alors qu'il y avait eu des candidats à l'adhésion, de la part de l'UE, qui a permis de renforcer la sécurité collective. L'ancienne république yougoslave de Macédoine et le Monténégro sont des candidats potentiels même si des obstacles subsistent.

La présence sur notre territoire de grandes institutions internationales comme l'UE ou l'OTAN constitue un atout inestimable pour notre pays mais elle nous impose également de mener une politique active d'appui à ces institutions, tout particulièrement à un moment où elles sont elles aussi soumises à d'importantes contraintes budgétaires. C'est ainsi que nous devons veiller à finaliser les discussions visant à la reprise par la Belgique d'un certain nombre d'activités d'appui qui étaient jusqu'à présent effectuées par le SHAPE.

Le nouveau QG civil de l'OTAN qui entre dans sa dernière phase de construction est une preuve tangible de l'ancrage de l'organisation dans notre pays. Nous avons également pu obtenir une décision concernant la reconstruction du QG militaire du SHAPE qui en a grand besoin. S'agissant de l'Agence NCIA, le gouvernement entend finaliser aussi vite que possible les modalités de mise en œuvre de la décision qui a été prise concernant la construction d'un nouveau bâtiment. Il s'agit là d'un investissement qui devrait permettre de consolider la présence de plusieurs centaines d'emplois sur les sites d'Evere et de Casteau et d'assurer d'importantes retombées économiques à nos entreprises.

3.2. Het Europese beleid voor Defensie en Veiligheid

De Europese Top gewijd aan defensie in de maand december 2013 zal een gelegenheid bieden om de middelen te onderzoeken om de tekortkomingen van de Europese Unie te verhelpen, zowel op het niveau van de besluitvorming als dat van de capaciteiten op het niveau van Defensie en Veiligheid. Men moet realistisch zijn: de resultaten zullen afhangen van het ambitieniveau dat de grote landen gaan tonen. Dit zal ons land er niet van weerhouden om actief deel te nemen aan de uitwerking van de beslissingen met een bijzondere aandacht voor het industrieel beleidsstuk. De regering zal erop toezien om de belangen van onze bedrijven, waaronder onze KMO's, te vrijwaren gezien zij meestal sterk betrokken zijn in programma's op Europees en trans-Atlantisch niveau.

De reactie van de EU tegenover het risico van machtsovername door islamitische elementen in Mali met banden met het internationaal terrorisme is helaas opnieuw laattijdig en twijfelend geweest. Het is de inter-

de quelques États sous la conduite de la France qui a permis d'éviter la catastrophe qu'aurait été la prise de Bamako. L'action de la mission EUTM Mali est certes utile et bienvenue, mais l'UE devrait être capable de faire mieux. La Belgique a pour sa part démontré une nouvelle fois qu'elle était prête à prendre ses responsabilités en participant aux opérations Serval et EUTM.

Il faut malheureusement constater que le manque d'intégration et de coordination entre les principales institutions européennes (Commission, SEAE) demeure un obstacle à une politique européenne plus ambitieuse en matière de PSDC. On mesure notamment les inconvénients de cette absence de véritable "approche globale" lorsqu'il s'agit de pérenniser les acquis — souvent fragiles — des missions et opérations menées par l'UE après la clôture de celles-ci. Une illustration concrète de cette carence est la difficulté que nous continuons à rencontrer pour assurer le suivi des missions EUSEC et EUPOL en RDC.

On constate que le centre de gravité de la PSDC se déplace vers la région du Sahel et de l'Afrique du Nord. C'est dans cette région qu'ont été lancées de nouvelles missions de l'UE (EUCAP Sahel Niger, EUTM Mali, EUBAM Libye). Cette attention est pleinement justifiée par la fragilité de cette région qui se situe aux portes de l'Europe et qui est la source d'une série de défis et menaces qui ont un impact direct sur notre sécurité (terrorisme, immigration illégale, criminalité organisée). Une attention toute particulière devra être accordée à la problématique de l'assistance au contrôle des frontières pour éviter la répétition de drames comme celui que l'on vient de connaître au large de Lampedusa.

Malgré un déplacement graduel des activités de la PSDC des Balkans vers l'Afrique, EULEX Kosovo reste de loin la plus grande mission PSDC (à laquelle nous continuons à contribuer de manière significative). On ne sait pas encore quelle forme prendra le suivi de cette mission après l'expiration de son mandat en juin 2014. La Belgique estime que la mission n'est pas encore achevée et plaide pour que l'UE reste engagée au Kosovo. La stabilisation des Balkans reste un enjeu essentiel, notamment dans la perspective d'un futur élargissement.

3.3. *Le désarmement et la non-prolifération*

Un des faits majeurs de l'année 2013 a été l'adoption au mois d'avril par l'Assemblée générale des Nations Unies du Traité sur le Commerce des Armes au terme de plusieurs années de travail préparatoire et d'intenses

ventie van enkele Staten onder de leiding van Frankrijk die het mogelijk heeft gemaakt een catastrofe tegen te gaan die de val van Bamako was geweest. De actie van de EUTM missie in Mali is nuttig en welkom maar de EU kan beter. België heeft voor haar deel nogmaals aangetoond dat het klaar staat om haar verantwoordelijkheid in te nemen door deel te nemen aan de operaties Serval en EUTM.

Men moet helaas vaststellen dat het gebrek aan integratie en coördinatie tussen de voornaamste Europese instellingen (Commissie, EDEO) een obstakel blijft voor een meer ambitieus Europees beleid inzake GVDB. De nadelen van de afwezigheid van een reële "globale aanpak" worden zichtbaar wanneer het erop aankomt de — meestal fragiele — resultaten te bestendigen van de zendingen en operaties geleid door de EU, nadat zij werden afgerond. Een concrete illustratie van dit mankement is de moeilijkheid die wij blijven ervaren bij de voortzetting van de EUSEC en EUPOL missies in de DRC.

Men stelt vast dat het zwaartepunt van het GBVB zich verplaatst naar de Sahel en Noord-Afrika. Het is immers in deze regio's dat er nieuwe missies van de EU van start zijn gegaan (EUCAP Sahel Niger, EUTM Mali, EUBAM Libië). Deze aandacht is volledig gerechtvaardigd door de fragiliteit van deze regio die zich aan de poorten van Europa bevindt en die de bron is van een reeks uitdagingen en bedreigingen die een rechtstreekse impact hebben op onze veiligheid (terrorisme, illegale immigratie, georganiseerde criminaliteit). Een bijzondere aandacht zal geschonken moeten worden aan de problematiek van de bijstand voor grenscontrole om de herhaling van drama's, zoals degene die we onlangs aan de kust van Lampedusa gekend hebben, tegen te gaan.

Ondanks een graduele verplaatsing van de activiteiten van het GBVB van de Balkan naar Afrika, blijft EULEX Kosovo veruit de grootste missie van het GBVB. Wij blijven hieraan op een belangrijke manier bijdragen. Men weet nog niet welke vorm de opvolging van deze missie zal aannemen na de afloop van zijn mandaat in juni 2014. België stelt dat de missie nog niet gedaan is en pleit ervoor dat de EU in Kosovo blijft. Het stabiliseren van de Balkan blijft een essentiële inzet, o.a. in het perspectief van een toekomstige uitbreidingen.

3.3. *De ontwapening en de non-proliferatie*

Een van de grote feiten van het jaar 2013 was de aanneming in april van het Verdrag over de wapenhandel door de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties, na meerdere jaren van voorbereidend werk en

négociations. La Belgique et ses partenaires européens se sont efforcés de définir des critères clairs pour l'exportation d'armes, dont le respect des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Notre pays a été un des premiers États à le signer et la procédure de ratification est entamée. Nous devrions nous efforcer de figurer parmi les 50 premières ratifications nécessaires pour l'entrée en vigueur du Traité.

S'agissant de la lutte contre la dispersion incontrôlée des armes légères et de petit calibre, la Belgique œuvrera aussi bien dans le contexte de l'UE que des Nations-Unies pour soutenir le processus de traçage des armes illégales dans les zones de conflit afin de renforcer l'efficacité des mesures de contrôle des armements.

La Belgique continue également son action en matière de désarmement et de non-prolifération, notamment en ce qui concerne les mines anti-personnelles. La Belgique sera ainsi Vice-Présidente de la 3ème Conférence de révision de la Convention d'Ottawa qui aura lieu à Maputo en juillet 2014 et a obtenu la présidence de la 14ème assemblée des États Parties à la Convention d'Ottawa.

3.4. La cybersécurité

La sécurisation de nos communications informatiques face aux attaques est un dossier complexe qui occupe actuellement le devant de l'actualité. Ces attaques touchent tous les pays. Au cours de ces dernières années les Affaires étrangères, comme d'autres, ont fait l'objet de diverses tentatives d'intrusions, certaines très sophistiquées. Une bonne coopération avec les services de la Défense a permis de mettre à jour ces tentatives. La sécurisation de notre réseau a été et restera une de nos priorités dans la mesure des moyens budgétaires disponibles. Les moyens récemment dégagés par le gouvernement devraient permettre de rendre notre lutte plus efficace, notamment par l'amélioration de la coordination nationale et internationale en la matière. Une coopération internationale efficace n'est toutefois possible que si nous pouvons avoir confiance en nos Alliés et partenaires. Les révélations qui se sont multipliées ces derniers mois sont inquiétantes à cet égard. J'ai eu l'occasion de faire part de nos préoccupations à mon collègue américain. Il est important de renforcer le dialogue international à ce sujet afin de convenir de principes et de normes à respecter.

intense onderhandelingen. België en haar partners hebben getracht duidelijke criteria te schetsen voor de export van wapens, waaronder het respect voor de rechten van de Mens en het internationaal humanitair recht. Ons land was één van de eerste landen die het Verdrag ondertekend heeft en het ratificatieproces is ook begonnen. Wij zouden moeten trachten om bij de eerste 50 nodige ratificaties te zijn voor de inwerkingtreding van het Verdrag.

Wat de strijd tegen de ongecontroleerde verspreiding van lichte en kleine wapens betreft, zal België zowel binnen de EU-context als binnen de Verenigde Naties steun bieden aan het opvolgingsproces van illegale wapens in conflictzones om de efficiëntie van wapencontrolebepalingen te versterken.

België zet ook haar actie voort inzake de ontwapening en non-prolifерatie, o.a. wat betreft anti-persoonsmijnen. België wordt Ondervoorzitter van de 3de Herzieningsconferentie van de Conventie van Ottawa die in juli 2014 zal plaatsvinden en heeft het Voorzitterschap verkregen van de 14de Vergadering van de Staten die partij zijn bij het Verdrag van Ottawa.

3.4. Cyberverdediging

De beveiliging van onze computercommunicatie tegen aanvallen is een complex dossier dat momenteel zeer actueel is. Deze aanvallen treffen alle landen. De laatste jaren is de FOD Buitenlandse zaken, zoals anderen, het doel geweest van meerdere indringingspogingen waarvan enkele zeer gesofisticeerd waren. Een goede samenwerking met de diensten van Defensie heeft het mogelijk gemaakt deze pogingen aan het licht te brengen. De beveiliging van ons netwerk is en blijft één van onze prioriteiten, binnen de beschikbare budgettaire middelen. De middelen die recent door de regering zijn vrijgemaakt moeten onze strijd nuttiger maken, o.a. door de verbetering van de nationale en internationale coördinatie op dit vlak. Een efficiënte internationale samenwerking is enkel mogelijk indien men in onze bondgenoten en partners kan vertrouwen. Ik heb kans gehad om aan mijn Amerikaanse collega blijk te geven van onze bezorgdheid. Het is belangrijk om de internationale dialoog hierover te versterken om samen de te respecteren beginselen en normen te bepalen.

4. La diplomatie bilatérale et économique

Comme l'histoire ne s'est pas terminée avec la guerre froide, le bilatéralisme n'a pas disparu avec le Traité de Lisbonne et la création du Service européen d'action extérieure. Une action dynamique dans nos relations directes avec un large éventail de partenaires demeure essentielle, à la fois dans la perspective de la promotion et de la défense de nos intérêts spécifiques dans ces pays et dans celle de la recherche d'un soutien pour nos positions, initiatives et candidatures dans le cadre européen, régional et multilatéral.

4.1. La diplomatie économique

La diplomatie économique, soit la mise des outils et compétences traditionnels de la diplomatie au service de la croissance et de l'emploi, constitue aujourd'hui globalement l'élément dominant dans le bilatéralisme, auquel elle ne se limite d'ailleurs pas. Longtemps "parent pauvre" de notre politique étrangère, le soutien au monde économique en est aujourd'hui devenu l'un des véritables piliers.

Le secours de nos diplomates représente au demeurant souvent un élément décisif pour la finalisation et la mise en œuvre réussies de projets importants pour les affaires et l'embauche en Belgique, qu'il s'agisse de l'obtention de grands contrats outremer, de l'attraction de centres de décision ou de production dans notre pays ou de la résolution de problèmes rencontrés dans l'exercice d'une des activités précitées. Au moment où tous nos principaux concurrents, particulièrement européens, misent sur un soutien agressif apporté à leurs mondes économiques à l'international, la diplomatie économique doit aussi constituer une priorité absolue pour la Belgique. À défaut, ou si nous devons pour quelque raison être empêchés de pleinement déployer les outils dont nous disposons, nous laisserions tomber nos créateurs d'emploi et nos demandeurs d'emploi au moment où ils ont le plus besoin de notre soutien.

Une attention particulière sera apportée aux volets matières premières et énergie de notre diplomatie économique, tant du point de vue de l'approvisionnement et des prix que de celui de la participation de nos entreprises aux grands développements européens et mondiaux en la matière. Des efforts seront aussi conçus pour assurer la conformité de notre diplomatie économique avec les autres grands axes de notre politique étrangère, par exemple en matière de droits de l'homme au travers des normes internationales du travail et de la responsabilisation sociale des entreprises ou dans le domaine de l'environnement par le biais d'une attention particulière apportée à la question des énergies renouvelables.

4. De bilaterale en economische diplomatie

Zoals de geschiedenis niet is stilgevallen met het einde van de Koude Oorlog, is het bilateralisme niet verdwenen met het Verdrag van Lissabon en de oprichting van de EDEO. Een dynamische actie in onze rechtstreekse relatie met een hele reeks partners blijft essentieel, zowel in het perspectief van de promotie en de verdediging van onze specifieke belangen in die landen en in het zoeken naar steun voor onze standpunten, initiatieven en candidaturen in het Europese, regionale en multilaterale kader.

4.1. De economische diplomatie

De economische diplomatie, of het ter beschikking stellen van traditionele instrumenten en bevoegdheden van de diplomatie ten dienste van de groei en de werkgelegenheid, is op heden het dominerend element in het bilateralisme. Lange tijd het zwakke broertje van ons buitenlands beleid, is de steun aan de economische wereld vandaag één van de fundamentele pijlers geworden.

De tussenkomst van onze diplomatie is trouwens vaak een beslissend element voor de afwerking en de goede uitvoering van belangrijke projecten voor de zakenwereld en de werkgelegenheid in België, of voor het verkrijgen van grote overzeese contracten, het aantrekken van beslissings- of productiecentra in ons land of het oplossen van problemen in het uitoefenen van één van de bovengenoemde activiteiten. Op een moment waar al onze voornaamste concurrenten, vooral Europese, inzetten op een agressieve steun aan hun economische belangen op internationaal vlak, moet de economische diplomatie ook voor België een absolute prioriteit zijn. Bij gebrek hieraan, of indien men voor één of andere reden de instrumenten waarover we beschikken niet volledig zouden kunnen ontplooiën, zouden wij diegenen die jobs creëren of de werkzoekers laten vallen op het moment waarop zij meer dan ooit onze steun nodig hebben.

Een bijzondere aandacht zal geschonken worden aan grondstoffen en energie, zowel vanuit het standpunt van de bevoorrading en de prijzen als die van de deelname van onze bedrijven aan de grote Europese en wereldwijde ontwikkelingen. Inspanningen zullen geleverd worden om ervoor te zorgen dat onze economische diplomatie conform is met de andere grote lijnen van ons buitenlands beleid, bijvoorbeeld inzake de mensenrechten, met betrekking tot de internationale arbeidsnormen en de sociale verantwoordelijkheid van bedrijven of nog in het domein van milieu door middel van een bijzondere aandacht voor de kwestie van hernieuwbare energie.

4.1.1. Les outils

Au regard du contexte budgétaire, je m'attacherai à optimiser la mise en œuvre des moyens existants, tant au sein du département des Affaires Etrangères que dans les postes diplomatiques, non seulement pour assurer un impact maximal à notre diplomatie économique, mais aussi pour soutenir de la façon la plus efficiente possible les actions, initiatives et missions des instances régionales. Les Missions économiques dirigées par un membre de la Famille Royale sont un vecteur unique pour la recherche de marchés et d'investisseurs étrangers et, partant, pour la création de richesse et d'emploi en Belgique, cet instrument doit être préservé et encore amélioré. Une attention particulière sera apportée à la réduction des interventions souffrant soit d'un problème de redondance ou, à l'inverse, d'un caractère trop isolé ou ponctuel que pour offrir un effet de levier suffisant.

Une action combinée des différents acteurs et instruments, en ce compris notre réseau de résidences ambassadoriales et notre faisceau de commissions mixtes, sera encore davantage recherchée. Les opportunités fournies par les visites que de nombreux décideurs économiques étrangers rendent aux institutions européennes à Bruxelles seront aussi encore mieux mises à profit. Nos outils financiers de soutien aux exportations et les autres moyens financiers fédéraux utilisés à l'étranger doivent, dans la mesure du possible, être intégrés à cet effort, de même que notre tissu dense d'accords bilatéraux en matière d'investissement et de double imposition. Il est nécessaire de continuer à actualiser et étoffer ce dernier.

La désignation de conseillers en diplomatie économique, offrant à nos diplomates et à nos entrepreneurs une connaissance privilégiée du terrain et des relais au sein des établissements locaux, se prolongera en 2014 en vue d'atteindre un réseau largement complet en fin d'année. Le réseau de nos consuls honoraires, qui présente des caractéristiques souvent similaires à celui des conseillers en diplomatie économique, pourrait d'autant plus efficacement renforcer celui-ci que le nombre des tâches strictement consulaires, ou "non-économiques", imparties à nos consuls honoraires a tendance à se réduire rapidement. L'utilisation de ce potentiel d'énergie sera une priorité du début de l'année 2014.

Nos consuls de carrière et agents visas constituent souvent le premier — et parfois le seul — contact entre notre diplomatie et d'importants partenaires étrangers actuels ou potentiels de nos entreprises. Sans prendre la moindre liberté par rapport aux règles en vigueur pour la délivrance de titres de voyage et de séjour, il sera recherché une amélioration du caractère *business-*

4.1.1. De instrumenten

Gezien de budgettaire context zal ik erop toezien dat de bestaande middelen beter gebruikt worden, zowel binnen het departement Buitenlandse Zaken als in de diplomatieke posten, niet enkel om een maximale impact te verzekeren voor onze economische diplomatie maar ook om op een zo efficiënt mogelijke manier de acties, initiatieven en missies van de gewestelijke organen te steunen. De economische zendingen die door een lid van de Koninklijke familie geleid worden zijn een uniek draagmiddel voor het zoeken van nieuwe markten en buitenlandse investeerders en dus voor het aanmaken van rijkdom en werkgelegenheid in België. Dit instrument moet worden behouden en verbeterd. Een bijzondere aandacht zal gegeven worden aan de vermindering van acties die als overbodig worden beoordeeld of die een te geïsoleerd of eenmalig karakter hebben om een voldoende hefboom te kunnen zijn.

Een gecombineerde actie zal nog gezocht worden met onze verschillende spelers en instrumenten, waaronder ons netwerk aan ambassadeursresidenties en ons geheel aan gemengde commissies. Wij moeten nog beter gebruik maken van de bezoeken door economische beslissingsnemers aan de Europese instellingen in Brussel. Onze financiële steuninstrumenten voor de export en andere federale financieringsmiddelen in het buitenland moeten zoveel als mogelijk in deze inspanning betrokken worden, en ook ons netwerk aan bilaterale akkoorden inzake investering en dubbele belasting. Het is nodig om verder te gaan met het actualiseren en verrijken hiervan.

De aanduiding van raadgevers in economische diplomatie, die aan onze diplomaten en ondernemers een geprivilegieerde kennis van het terrein en van contacten binnen het lokale establishment schenkt wordt verder gezet in 2014 om tegen het einde van dat jaar een volledig netwerk te bereiken. Het netwerk van onze ereconsuls, die vaak gelijkaardige kenmerken hebben als die van raadgevers in economische diplomatie, zou deze des te meer versterken aangezien het aantal strikt consulaire, of niet-economische taken die aan onze consuls toegekend zijn, snel vermindert. Het gebruik van dit potentieel zal een prioriteit zijn vanaf 2014.

Onze beroepsconsuls en visa-agenten zijn vaak het eerste — en soms het enige — contact tussen onze diplomatie en belangrijke huidige of potentiële buitenlandse partners van onze bedrijven. Zonder de minste vrijheid te nemen met de regels voor het afgeven van reis- en verblijfsdocumenten, zal er worden gezocht naar een verbetering van het *business-friendly* karakter

friendly du fonctionnement des sections consulaires de nos postes et une généralisation des meilleures pratiques pour ce qui est de leur synergies avec les services économiques et commerciaux.

4.1.2. *Le cadre européen et global*

Au-delà des domaines bilatéral et consulaire, notre diplomatie économique devra aussi bénéficier d'un apport substantiel de notre action européenne et multilatérale. Pour l'Europe, nous devons faire montre d'un soutien constant à l'approfondissement du marché intérieur des produits et services, tout en nous assurant aussi que les politiques européennes d'accès au marché dans les pays hors de l'UE prennent pleinement en compte les intérêts spécifiques de notre tissu économique. Un accent particulier ira à l'accès aux marchés publics à l'étranger et à la réduction des tarifs, des quotas, des mesures sanitaires et phytosanitaires et des obstacles techniques au commerce.

Sur base des résultats engrangés lors de la Ministérielle de Bali en décembre 2013, la Belgique et l'UE devront continuer à œuvrer pour maintenir l'OMC au centre du processus global de libéralisation du commerce des services, des biens manufacturés et des produits agricoles. Parallèlement, une implication constante doit demeurer de mise dans les négociations commerciales bilatérales et plurilatérales menées par la Commission européenne, singulièrement avec le Japon, l'Inde et les pays du Golfe et de l'Asie du Sud-Est.

La négociation du Transatlantic Trade & Investment Partnership (ou TTIP) avec les États-Unis, accord commercial dont la Belgique est — par habitant en tout cas — susceptible de devenir l'un des principaux bénéficiaires, doit mobiliser l'énergie de l'ensemble des acteurs concernés au niveau fédéral et régional, particulièrement pour ce qui touche à l'évaluation de l'impact des différentes mesures envisagées et à l'identification des secteurs à privilégier, avec une attention particulière pour les questions liées aux services et à la normalisation.

4.2. *La diplomatie bilatérale*

À côté de la diplomatie économique, et de manière complémentaire à l'action de l'Union européenne, nous devons continuer à entretenir un écheveau élargi d'échanges bilatéraux de nature politique. Il sera recouru en la matière à une série de visites ministérielles ciblant des partenaires prioritaires dans toutes les parties du monde - en ce compris les volets politiques

van de werking van de consulaire afdelingen van onze posten en een veralgemening van hun beste praktijken inzake hun synergie met de economische en commerciële diensten.

4.1.2. *Het Europese en globale kader*

Afgezien van de bilaterale en consulaire domeinen, zou onze economische diplomatie ook moeten genieten van een substantiële bijdrage van onze Europese en multilaterale actie. Voor Europa moeten wij blijf geven van een constante steun aan de verdieping van de interne markt van goederen en diensten en terzelfdertijd moeten wij ons er ook van verzekeren dat het Europese beleid inzake toegang tot de markt van landen buiten de EU duidelijk rekening houdt met de specifieke belangen van ons economisch weefsel. Een bijzonder aandacht zal gaan naar de toegang tot de openbare aanbestedingen in het buitenland en de vermindering van de tarieven, quota's, sanitaire en fytosanitaire middelen alsook technische obstakels voor handel.

Op basis van de resultaten van de ministeriële vergadering in Bali in december 2013 zullen België en de EU moeten ijveren om de WHO in het midden van het globale liberaliseringsproces van de diensten, de afgewerkte goederen en de landbouwproducten te houden. Parallel moet er een constante inzet zijn in de bilaterale en plurilaterale handelsonderhandelingen die door de Europese Commissie, voornamelijk met Japan, India, de Golfstaten en Zuidoost Azië, worden gevoerd.

De onderhandeling van het Transatlantic Trade & Investment Partnership (TTIP) met de Verenigde Staten, een handelsakkoord waarvan België één van de voornaamste begunstigden kan worden — althans per inwoner —, moet de krachten van alle spelers op het federaal en gewest niveau mobiliseren. Zij zouden vooral een evaluatie van de impact van de verschillende maatregelen moeten maken en de sectoren identificeren waaraan voorrang gegeven moet worden, met een bijzondere aandacht voor de kwesties van diensten en normalisering.

4.2. *De bilaterale diplomatie*

Naast de economische diplomatie, en complementair met de actie van de Europese Unie, moeten wij verdergaan met het onderhouden van een netwerk aan politieke bilaterale contacten. Het gaat hier om een aantal ministeriële bezoeken die op prioritaire partners gericht zijn in alle delen van de wereld- dit geldt ook voor de afzonderlijke politieke luiken bij prinselijke zendingen,

séparés des missions principales, et à des rencontres nombreuses à Bruxelles avec des dirigeants étrangers. Il sera œuvré dans ce cadre à la négociation et à la mise en œuvre d'accord bilatéraux établissant un dialogue politique bilatéral.

Un effort d'objectivisation des critères sur base desquelles des actions bilatérales sont entreprises sera réalisé, par exemple au regard d'intérêts stratégiques à long terme ou d'initiatives et candidatures belges en cours. Une logique de durée sera aussi introduite, en ce compris la fixation d'objectifs et d'échéances dans les différentes visites et rencontres, que l'on s'efforcera d'atteindre grâce à l'utilisation de tableaux de suivi. Les grands événements bilatéraux organisés à l'automne à Bruxelles avec l'Iraq (conférence à Agoria), la Russie (conférence à Egmont) et l'ASEAN (conférence à Val Duchesse) suite aux voyages ministériels effectués au début d'année 2013 fourniront un canevas pour les actions à mener et les délais de suivi.

5. Affaires Consulaires

Le service à nos compatriotes à l'étranger restera une de mes priorités. Cinq dossiers ont été suivis de près dans l'année écoulée et retiendront mon attention dans les mois à venir:

5.1. *L'organisation des élections selon de nouvelles modalités*

En premier lieu, il s'agira d'organiser la participation de nos compatriotes à l'étranger aux élections législatives, selon les modalités définies par le Code électoral récemment modifié. Tous nos compatriotes inscrits dans les registres consulaires de nos ambassades et consulats ont reçu dans le courant de cet été les formulaires nécessaires à leur enregistrement comme électeurs. Cet enregistrement bat aujourd'hui son plein. Il importera de tirer les leçons de ce scrutin-test pour les nouvelles dispositions concernant les Belges résidant à l'étranger, et le cas échéant de répondre aux difficultés qui seraient constatées. On notera que le dépouillement des votes exprimés dans nos postes diplomatiques et consulaires se fera à l'étranger, dans des bureaux de dépouillement régionaux organisés dans certains de nos postes à cette fin. Un budget spécifique a été prévu pour permettre à mon administration de faire face aux charges générées par l'organisation des élections.

en vele ontmoetingen in Brussel met de buitenlandse leiders. Er zal in dit kader gewerkt worden aan de onderhandeling en de uitvoering van bilaterale akkoorden die een bilaterale politieke dialoog oprichten.

Een inspanning tot objectivering van de criteria op basis waarvan deze bilaterale acties ondernomen worden, zal gerealiseerd worden, bijvoorbeeld met het oog op strategische belangen op lange termijn of lopende Belgische initiatieven of candidaturen. Een lange termijnlogica zal ook ingevoerd worden voor het vastleggen van doelstellingen en termijnen in de verschillende bezoeken en ontmoetingen, die aan de hand van opvolgingstabellen zullen worden opgevolgd. Grote bilaterale evenementen die in de herfst plaatsvinden in Brussel betreffen Irak (een conferentie van Agoria), Rusland (conferentie in Egmont) en ASEAN (conferentie in Hertoginnedal) als gevolg van ministeriële reizen van het begin van het jaar 2013. Deze evenementen zullen een kader bieden voor toekomstige acties.

5. Consulaire zaken

De dienst aan onze medeburgers in het buitenland zal één van mijn prioriteiten blijven. Vijf dossiers zijn van dichtbij opgevolgd tijdens het afgelopen jaar en zullen mijn aandacht de volgende maanden weerhouden:

5.1. *De organisatie van verkiezingen volgens nieuwe modaliteiten*

In eerste instantie zal de deelname van onze medeburgers in het buitenland aan de parlementsverkiezingen moeten worden georganiseerd, volgens de modaliteiten bepaald in het recent veranderd kieswetboek. Al onze burgers die ingeschreven zijn in de consulaire registers van onze ambassades en consulaten hebben deze zomer de nodige formulieren gekregen voor hun inschrijving als kiezer. Deze inschrijving is volop bezig. Men zal de lessen moet trekken uit deze test-verkiezing voor de nieuwe bepalingen betreffende de Belgen wonende in het buitenland en, indien nodig, antwoorden op de vastgestelde moeilijkheden. Het verwerken van de stemmen in onze diplomatieke en consulaire posten zal in het buitenland gebeuren, in regionale verwerkingsbureaus in sommige van onze posten. Een specifiek budget is voorzien om mijn administratie toe te staan de kosten van de organisatie van de verkiezingen te kunnen dragen.

5.2. *Un premier Code consulaire*

La Chambre a d'ores et déjà approuvé le projet de Code consulaire que je lui ai soumis. Il s'agit de la première codification de cette matière, jusqu'à présent répartie entre diverses lois, pour une bonne part dépassées. J'ai confiance que le Sénat fera de même, permettant une modernisation en profondeur des bases de notre service consulaire administratif. Ceci aura un impact non seulement pour les Belges de l'étranger, mais également pour les demandeurs de passeports en Belgique. Le Code consulaire permettra à mon administration de faire face à un certain nombre de menaces de notre époque: mouvements djihadistes, recours à des faux documents, détournement de l'état civil à des fins migratoires.

5.3. *De nouveaux passeports, une nouvelle "Kid's ID"*

Nos compatriotes ne s'en apercevront pas immédiatement, mais à bien y regarder, à partir du 1er mai prochain, ils reconnaîtront en filigrane le portrait de notre nouveau Roi dans toutes les pages de leur passeport. En effet, à partir du 1er mai, nous changeons de producteur, et le nouveau passeport belge — présentant des caractéristiques similaires au passeport actuel mais légèrement relooké — passera de 5 à 7 ans, entre autres de manière à réduire les inconvénients de la comparution personnelle exigée par la biométrie pour les Belges résidant à l'étranger. Il n'est pas pour autant dans mes intentions d'augmenter le prix du passeport, ce qui aura pour résultat une réduction de son coût par année de validité pour le titulaire.

Dans le cadre de la coopération entre mon administration et celle de la ministre de l'Intérieur, j'ai l'intention de lancer dans le courant de l'année prochaine la 'Kid's ID' pour les Belges de moins de 12 ans résidant à l'étranger. Cette carte d'identité est jusqu'ici réservée aux enfants Belges résidant en Belgique; le but est ici de faciliter la mobilité des familles belges résidant à l'étranger. La Kid's ID donne en effet accès aux mêmes pays que l'e-ID des plus de 12 ans.

5.4. *Délivrance de passeports biométriques en Belgique*

Après nos postes à l'étranger, dans l'ensemble, les administrations dans nos provinces délivrent désormais des passeports biométriques "de la deuxième génération," c'est-à-dire intégrant les empreintes digitales des index du titulaire du passeport.

5.2. *Een eerste Consulaire code*

De Kamer heeft reeds het ontwerp van Consulaire code dat ik heb voorgelegd goedgekeurd. Het gaat om de eerste codificatie van deze materie, tot nu toe verdeeld tussen diverse vaak achterhaalde wetten. Ik heb er vertrouwen in dat de Senaat hetzelfde zal doen om de diepgaande modernisering van onze administratieve consulaire dienst mogelijk te maken. Dit zal niet enkel een impact hebben op de Belgen in het buitenland maar ook op de aanvragen voor paspoorten in België. Het Consulair wetboek zal mijn administratie toelaten om een aantal bedreigingen tegen te gaan: djihadistische bewegingen, gebruik van valse documenten, verduistering van de burgerlijke stand voor migratiedoeleinden.

5.3. *De nieuwe paspoorten, een nieuwe "Kid's ID"*

Onze medeburgers zullen zich er niet meteen van bewust worden maar vanaf 1 mei, zullen zij het portret van onze nieuwe koning in filigraan terugvinden op alle pagina's van hun paspoorten. Vanaf 1 mei veranderen wij van producent en het nieuwe Belgische paspoort — dat gelijkaardige karakteristieken vertoont met het huidige paspoort maar lichtjes vernieuwd — zal van 5 tot 7 jaar gaan, onder andere om de nadelen te verminderen van de nodige persoonlijke verschijning in het kader van de biometrie voor de Belgen in het buitenland. Het is nochtans niet mijn bedoeling om de prijs van de paspoorten te verhogen. Daarom zal deze wijziging leiden tot een vermindering van de kost per jaar van houdbaarheid voor de houder.

In het kader van de samenwerking tussen mijn administratie en die van de minister van Binnenlandse zaken, ben ik van plan om in de loop van volgend jaar de "Kids ID" te lanceren voor alle Belgen van minder dan 12 jaar die in het buitenland wonen. Deze identiteitskaart was tot nu toe voorbehouden voor de Belgische kinderen die in België wonen: het doel is hier om de mobiliteit van de Belgische families die in het buitenland verblijven te vergemakkelijken. De Kid's ID geeft toegang tot dezelfde landen als de e-ID van de meer dan 12 jarigen.

5.4. *Afgeven van biometrische paspoorten in België*

Na onze posten in het buitenland, bezorgen de administraties van onze provincies nu ook biometrische paspoorten van de "tweede generatie", die de digitale vingerafdrukken van de wijsvingers van de houder van het paspoort integreren.

Ainsi que je l'avais annoncé l'an dernier, nous avons uni nos forces avec la ministre de l'Intérieur et la secrétaire d'État à l'Asile et l'Immigration, afin de prévoir un matériel biométrique commun dans les communes. Les synergies dégagées permettent de réaliser des économies considérables. Une phase pilote a été conduite dans 10 communes, et les résultats encourageants nous ont permis de lancer le déploiement de l'équipement et de la formation du personnel de l'ensemble des communes. Celui-ci se fait graduellement et devrait être bouclé avant l'été prochain, de manière à être en conformité avec le prescrit européen. Au lieu de la procédure papier en cours jusqu'à présent, les demandes de passeports seront désormais transmises par voie électronique, ce qui générera un gain de temps pour les administrations communales. Par ailleurs, l'expérience dans les postes démontre qu'une fois rodée, la procédure de saisie d'empreintes peut prendre de 3 à 5 minutes.

Afin de mieux encadrer le volet "protection des données" des nouvelles procédures de demandes de passeports, je vous soumettrai prochainement un projet de loi destiné à régler la conservation des données. L'avis de la Commission de Protection de la Vie privée a d'ores et déjà été demandé.

5.5. *Les visas*

L'introduction progressive du Visa information System (VIS) se poursuit: après l'Afrique, le Moyen-Orient, l'Amérique du Sud et l'Asie du Sud-Est, le VIS poursuivra son implémentation dans d'autres régions du monde. Pour mémoire, il s'agit d'une base de données européenne reprenant toutes les données alphanumériques et biométriques de chaque demandeur de visa. Le traitement de ces données a déjà permis de détecter un certain nombre de fraudes à l'identité à des fins migratoires.

On m'interroge de temps en temps au sujet de l'outsourcing de la gestion des demandes de visa dans certains pays, procédé auquel ont recours nombre d'autres États membres; aux fins de clarification, je souhaite préciser ici qu'il s'agit de confier uniquement la réception des dossiers à une firme privée, et non le traitement de ces demandes. Ce procédé permet à nos Ambassades et Consuls de se concentrer sur le traitement de la demande et son analyse en profondeur, activités où notre personnel peut fournir la plus grande valeur ajoutée; il nous permet également de fournir aux demandeurs de visa, sans efforts supplémentaires de notre part, de meilleures conditions d'accueil dans une infrastructure adaptée et à l'occasion une réduction des déplacements du demandeur. En effet, il permet de

Zoals ik het vorig jaar had aangekondigd, hebben wij onze krachten gebundeld met de minister van Binnenlandse zaken en de staatssecretaris voor Asiel en Migratie om gezamenlijk biometrische apparatuur te voorzien in de gemeenten. Deze synergie maakt het mogelijk om belangrijke besparingen te doen. Een testfase werd uitgevoerd in tien gemeenten en de bemoedigende resultaten hebben het mogelijk gemaakt om te beginnen met de ontplooiing van het materiaal en om de vorming van het personeel van de gemeenten te starten. Dit gebeurt trapsgewijs en zou tegen volgende zomer voltooid moeten zijn, en zal zo conform zijn met de Europese regels. In de plaats van de huidige procedure op papier zullen de paspoortaanvragen worden verstuurd per elektronische weg. Dit zal de gemeentelijke administraties veel tijdswinst opleveren. De ervaring in de posten toont aan dat eens eraan gewend, de procedure voor het nemen van de afdrucken tussen 3 en 5 minuten duurt.

Om het luik "bescherming van de gegevens" beter te omkaderen, zal ik u binnenkort een wetsontwerp voorleggen om het behoud van de gegevens te regelen. Het advies van de Commissie voor de Bescherming van de persoonlijke levenssfeer is reeds gevraagd.

5.5. *Visums*

De progressieve invoering van het Visa Information System (VIS) wordt verdergezet: na Afrika, het Midden-Oosten, Zuid-Amerika en Zuidoost Azië, zal het VIS verder worden ingevoerd in andere regio's van de wereld. Ter herinnering, gaat het hier om een Europese database die alle alfanumerische en biometrische gegevens van iedere visum aanvrager bijhoudt. Het behandelen van deze gegevens heeft al toegelaten om een aantal fraudes voor migratie doeleinden te ontdekken.

Men ondervraagt mij over het onderwerp van de uitbesteding van het beheer van de visumaanvragen in bepaalde landen, een werkwijze die door sommige andere Lidstaten gebruikt wordt: ik wens te verduidelijken dat het enkel gaat over het toevertrouwen van de ontvangst van de dossiers aan een privé firma, en niet de behandeling van deze aanvragen. Deze werkwijze laat onze Ambassades en Consulen toe om zich te concentreren op het behandelen en analyseren van de aanvraag, een activiteit waar ons personeel een echte meerwaarde is; het staat ons ook toe om aan de visumaanvragers betere ontvangsomstandigheden aan te bieden, zonder bijkomende inspanningen, in een aangepaste infrastructuur. In sommige gevallen betekent dit een vermindering van de verplaatsingen voor de

réaliser l'accueil des demandeurs dans des villes où nous n'avons pas de poste, mais où la société privée dispose d'un bureau. Enfin, l'externalisation permet aussi, dans certains contextes, de réduire considérablement le risque sécuritaire dans nos installations. Ce recours à l'outsourcing fera l'objet prochainement d'un large marché public dont l'attribution sera segmentée pays par pays. L'objectif poursuivi est de garantir la plus grande homogénéité au processus, tout en tenant compte des conditions locales particulières.

5.6. *L'asile et la migration*

L'asile et la migration demeurent parmi les principaux points d'attention de mon département, lequel agit en étroite collaboration avec la secrétaire d'État compétente. Les événements tragiques qui sont survenus au large de Lampedusa ont une fois de plus attiré l'attention du monde sur ces problèmes dramatiques et complexes. Je continuerai à m'engager en faveur d'une approche humaine mais efficace de la migration dans le monde mais aussi en Europe par le biais, entre autres, d'une meilleure coordination entre les États membres de l'UE. Cette dernière se réalise notamment au travers du "Processus de Rabat" (immigration en provenance de l'Afrique centrale et de l'Ouest) et du "Processus de Budapest" (immigration en provenance de l'Europe du Sud-est, d'Asie centrale, du Pakistan, d'Irak et du Bangladesh). Au niveau multilatéral, on rappellera que la Belgique a été élue rapporteur du Bureau de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) à Genève fin-2012. La question de la traite des êtres humains reste aussi un point d'attention prioritaire pour mes services.

6. **Gestion du département**

La principale réforme à laquelle je travaille actuellement concerne la révision des carrières internationales.

6.1. *Nouveau statut administratif*

L'actuel statut administratif des carrières à l'étranger auprès du SPF Affaires étrangères date de 1956. Il a été modifié 31 fois. La dernière modification en 1999 concernait la création d'une troisième carrière étrangère, à savoir celle des attachés de la Coopération internationale en réponse à la réforme globale de la politique belge dans le domaine de la coopération au développement.

aanvrager. Deze methode staat inderdaad toe om de ontvangst van aanvragers te regelen in steden waar wij géén post hebben maar waar een privaat bedrijf over een kantoor beschikt. Ten slotte laat de externalisatie ook toe om, in bepaalde gevallen, het veiligheidsrisico in onze gebouwen drastisch te verminderen. Dit beroep op outsourcing zal binnenkort het onderwerp uitmaken van een grote publieke aanbesteding waarvan de aanbesteding land per land verdeeld zal worden. Het doel is om een grotere homogeniteit te voorzien, en ook rekening te houden met de bijzondere lokale specificiteiten.

5.6. *Asiel en migratie*

Asiel en migratie blijven cruciale aandachtspunten van mijn departement, in nauw overleg met de specifieke bevoegde staatssecretaris voor Asiel en Migratie. Door de tragische gebeurtenissen aan de kust van Lampedusa werd de aandacht van de wereld opnieuw op deze schrijnende en veelomvattende problematiek gevestigd. Ik zal mij blijven inzetten voor een humane maar efficiënte aanpak van de migratieproblematiek in de wereld, maar ook in Europa, door o.m. aan te sturen op een betere coördinatie van de EU-lidstaten in deze materie. Dit gebeurt o.a. in het zgn. "Proces van Rabat" (immigratie uit West- en Centraal-Afrika) en het "Proces van Boedapest" (immigratie uit Zuid-Oost-Europa, Central-Azië en Pakistan, Irak en Bangladesh). Op multilateraal vlak werd België eind 2012 verkozen tot rapporteur van het bureau van de Internationale Organisatie voor Migratie (IOM) in Genève. De problematiek van de mensenhandel blijft ook een grote aandacht vanwege mijn diensten ontvangen.

6. **Beheer van het departement**

De voornaamste hervorming waaraan ik momenteel werk, betreft de hervorming van de buitenlandse loopbanen.

6.1. *Nieuw administratief statuut*

Het huidig administratief statuut van de buitenlandse loopbanen bij de FOD Buitenlandse Zaken dateert van 1956. Het werd 31 keer gewijzigd. De laatste wijziging in 1999 betrof de oprichting van een derde buitenlandse loopbaan nl. deze van de attachés Internationale Samenwerking naar aanleiding van de grondige hervorming van het Belgisch beleid op vlak van ontwikkelings-samenwerking.

Depuis lors, l'administration fédérale a subi de profondes modifications. Une série de nouveaux concepts en termes de gestion du personnel, de structure organisationnelle et de méthodes de travail ont vu le jour à travers la réforme Copernic. En l'absence de base juridique solide, ces réformes pour les carrières à l'étranger ne peuvent être réalisées. Il est nécessaire d'adapter le statut de 1956 à cette réforme en respectant la spécificité de ces carrières extérieures, et ce, afin de donner cette base juridique solide à ces améliorations.

La proposition d'un nouveau statut comprend la création d'une nouvelle carrière à l'étranger au niveau A, l'intégration des trois carrières à l'étranger existantes dans, respectivement, les niveaux A et C (adaptation à la réforme Copernic) et, ensuite, l'intégration des trois carrières à l'étranger existantes du niveau A dans la nouvelle carrière. En outre, une carrière consulaire dans ce niveau est prévue pour les chanceliers de niveau C, avec la possibilité d'un transfert vers la nouvelle carrière externe. Cette carrière au niveau C est progressivement abandonnée. De même, un règlement spécifique sur les mesures d'ordre et de discipline a été élaboré dans le nouveau projet de statut.

À la suite d'une série de concertations informelles avec l'ensemble des organes consultatifs concernés, les négociations formelles et obligatoires ont été lancées au cours des derniers mois. Entretemps, la nouvelle réforme du statut des fonctionnaires fédéraux a passé ces étapes. Le projet a été de nouveau adapté et la réforme du système d'évaluation a été préparée en relation avec une nouvelle carrière pécuniaire intégrée dans le projet.

L'objectif est de faire entrer en vigueur ce nouveau statut à la même date que la réforme du statut pécuniaire fédéral, soit le 1er janvier 2014.

6.2. Autres projets importants

Le nouveau statut administratif pour la carrière à l'étranger est la première étape d'une série de réformes d'anciennes règles qui ne sont plus adaptées à la situation actuelle. D'autres changements prévus concernent notamment un ajustement du règlement organique, le statut financier et le programme de stages.

De plus, un nouveau concours de recrutement pour la carrière externe est prévu à la fin de cette année. Des discussions sont actuellement en cours à ce sujet.

Sedertdien werd de federale administratie grondig gewijzigd. Via de Copernicus-hervorming vonden een aantal nieuwe concepten ingang op het vlak van het personeelsbeleid, de organisatiestructuur en de werkmethoden. Zonder stevige juridische basis kunnen deze hervormingen voor de carrières in het buitenland niet worden doorgevoerd. Een aanpassing van het statuut van 1956 aan deze hervorming met respect voor de specificiteit van deze externe loopbanen is nodig om aan deze verbeteringen deze stevige juridische basis te geven.

Het voorstel van nieuw statuut omvat de oprichting van 1 nieuwe buitenlandse carrière in niveau A, de integratie van de 3 bestaande buitenlandse loopbanen in respectievelijk het niveau A en niveau C (aanpassing aan de Copernicushervorming) en vervolgens de integratie van de 3 bestaande buitenlandse loopbanen van niveau A in de nieuwe loopbaan. Daarnaast wordt er voor de kanseliers van niveau C een consulaire carrière in dat niveau voorzien met mogelijkheid van overgang naar de nieuwe buitenlandse carrière. Deze carrière in niveau C is wel uitdovend. Tevens werd in het nieuwe ontwerp van statuut een specifieke regeling uitgewerkt rond orde- en tuchtmaatregelen.

Na een informele consultatieronde met alle betrokken adviesorganen werden in de voorbije maanden de formele en verplichte onderhandelingen gestart. Intussen doorkruiste de nieuwe hervorming van het federale ambtenarenstatuut deze werkzaamheden. Hierop werd het ontwerp opnieuw aangepast en werd de hervorming van het evaluatiesysteem met koppeling aan een nieuwe geldelijke loopbaan in het ontwerp geïntegreerd.

Het is de bedoeling om dit nieuw statuut op dezelfde datum als de hervorming van het federaal geldelijk statuut in werking te doen treden, nl. 1 januari 2014.

6.2. Andere belangrijke projecten

Het nieuw administratief statuut voor de buitenlandse carrière is de eerste stap van een reeks hervormingen van oude regels die niet meer aan de huidige situatie zijn aangepast. Andere geplande wijzigingen hebben o.a. betrekking op een aanpassing van het organiek reglement, het financieel statuut en de stageregeling.

Er wordt ook op het einde van dit jaar een nieuw wervingsexamen gepland in de nieuwe buitenlandse carrière. Besprekingen worden hierover momenteel gevoerd.

Entretemps, le Comité de Direction examine un premier texte sur une résolution organisationnelle conjointement avec le SPF P&O et les organisations syndicales. Cette décision fixe les lignes générales de la structure du département (administration centrale et postes), les compétences et délégations spécifiques, les désignations en poste et à l'administration centrale ainsi qu'un entraînement des chefs de poste.

Un autre groupe de travail technique au sein du SPF rédige les premiers textes préparatoires sur la modernisation des décisions financières (certaines datent des années 1920); à propos des coûts spécifiques liés à l'expatriation et à la représentation.

Outre ces initiatives, il convient encore de souligner que je donnerai aussi une priorité absolue aux promotions, tant dans les carrières externe et interne, au cours de ces prochaines années — bien entendu dans les limites budgétaires.

Le ministre des Affaires étrangères,

Didier REYNERS

Intussen is ook een eerste tekst van organisatiebesluit besproken in het Directiecomité en met de Federale Overheidsdienst P&O en syndicale organisaties. In dit besluit worden de grote lijnen vastgelegd van de structuur van het departement (hoofdbestuur en posten), specifieke bevoegdheden en delegatie, de aanstellingen op post en op het hoofdbestuur en een posthoofdtraining.

Een andere technische werkgroep binnen de FOD werkt aan de eerste voorbereidende teksten van de modernisering van de financiële besluiten (sommige dateren van de jaren 1920), rond de specifieke kosten verbonden aan de expatriatie en representatie.

Aansluitend bij al deze initiatieven dient nog te worden onderstreept dat ik de eerstvolgende jaren ook een absolute prioriteit zal geven aan de bevorderingen zowel in de buitencarrière als in de binnenlandse loopbaan, uiteraard binnen de begrotingsmogelijkheden.

De minister van Buitenlandse Zaken,

Didier REYNERS